

# RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

31 MARS 2024

## SOMMAIRE

- I. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ**
- II. COMPTES CONSOLIDÉS, RÉSUMÉS ET ANNEXES**
- III. ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**
- IV. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE**

## I - RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

### Faits marquants du semestre

#### **Activité du Groupe**

La Compagnie des Alpes a enregistré au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2023/24 un chiffre d'affaires consolidé de 761,1 M€, ce qui représente une progression significative de 12,2% par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Cette bonne performance est largement imputable à la forte mobilisation des équipes, que celles-ci soient impliquées dans la conception des différentes offres du Groupe, leur préparation, leur promotion ou leur commercialisation ou qu'elles travaillent sur le terrain à l'accueil du public, en montagne comme dans les parcs de loisirs. Cette mobilisation autour de la très grande satisfaction client, clé de voûte de la stratégie du Groupe, s'est traduite ce semestre par une progression des notes de satisfaction des clients dans les trois divisions du Groupe.

#### **Accord en vue d'acquérir le Groupe Urban**

La Compagnie des Alpes a annoncé le 13 mars 2024 avoir signé un accord avec les actionnaires de la société Soccer 5 France SAS, société mère du groupe Urban (UrbanSoccer/UrbanPadel) en vue de l'acquisition de 86,5% du capital du leader des centres de football à 5 et co-leader du padel en France (dont la totalité des titres détenus par l'actionnaire majoritaire la SAS 3J, holding de Jean-Philippe Rey). L'accord est matérialisé par la remise d'une offre ferme aux actionnaires de la société Soccer 5 France SAS contresignée par ces derniers et contenant un accord d'exclusivité allant jusqu'au 30 avril 2024.

Le groupe Urban exploite en propre 33 centres en France et 1 centre au Portugal qui représentent un total de 268 terrains de foot à 5. Il développe également une activité de padel et dispose à ce jour de 49 courts dédiés répartis dans ses centres.

#### **Liquidité**

Conformément à ses engagements, le Groupe a mobilisé le crédit à terme « Term Loan » pour 200 M€ le 11 décembre 2023.

Avec un ratio hors IFRS 16 Dette nette consolidée/EBO consolidé à 1,21, le Groupe conserve un levier satisfaisant au 31 mars 2024.

## 1.1 Compte de résultat consolidé du 1<sup>er</sup> semestre 2023/2024

(en millions d'euros)	1er Semestre 2023/2024 Périmètre réel	1er Semestre 2022/2023 Périmètre réel	Variation % Périmètre réel
Chiffre d'affaires	761,1	678,5	12,2%
Excédent Brut Opérationnel (EBO)	276,5	232,7	18,8%
EBO/CA	36,3%	34,3%	
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL</b>	<b>188,0</b>	<b>151,6</b>	<b>24,0%</b>
Coût de l'endettement net et divers	-16,4	-9,5	
Charge d'impôt	-44,3	-34,4	
Mises en équivalence	12,4	10,6	
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>139,7</b>	<b>118,4</b>	
Minoritaires	-11,9	-10,7	
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>127,7</b>	<b>107,6</b>	

L'Excédent Brut Opérationnel (EBO) est positif à hauteur de 276,5 M€ au 31 mars 2024 contre 232,7 M€ au 31 mars 2023.

Au 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice précédent, l'EBO du groupe intégrait une aide reçue à l'étranger pour 1,6 M€ relative à la crise sanitaire. Retraité de cet élément, l'EBO du groupe progresse de 45,4 M€.

Les dotations aux amortissements au 1<sup>er</sup> semestre 2024 s'élèvent à 88,4 M€, et sont en hausse de 7 M€ comparé au premier semestre de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel s'élève à + 188 M€ au 31 mars 2024 contre 151,6 M€ à la même période de l'exercice précédent, soit une progression de 36,4 M€ (+24%). Retraité des éléments non récurrents il progresse de 38 M€ (+25,3%).

Après prise en compte du coût de l'endettement net pour - 14,8 M€, des autres produits et charges financiers pour - 1,7 M€, d'une charge d'impôt de - 44,3 M€, et du résultat des mises en équivalence pour + 12,4 M€, le Résultat Net Part du Groupe du semestre s'élève à + 127,7 M€ contre + 107,6 M€ à la même période de l'exercice précédent.

## 1.2 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2023/2024 s'élève à 761,1 M€ et progresse de + 12,2 % par rapport au premier semestre 2022/2023.

(en millions d'euros)	1er Semestre 2023/2024 Périmètre réel	1er Semestre 2022/2023 Périmètre réel	Variation % Périmètre réel
Domaines skiables et activités outdoor	496,9	434,8	14,3%
Parcs de loisirs	167,7	149,9	11,9%
Distribution & Hospitality	96,5	93,8	2,9%
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>761,1</b>	<b>678,5</b>	<b>12,2%</b>

### 1.2.1 Domaines skiables et activités outdoor

Le chiffre d'affaires de la division Domaines skiables et activités outdoor atteint 496,9 M€ au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2023/24, ce qui représente une progression très significative de +14,3% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le Groupe rappelle qu'à l'issue des bonnes performances enregistrées pendant les vacances scolaires de Noël 2023-24, l'activité était estimée en hausse de +9%. La Compagnie des Alpes a donc enregistré une progression encore plus marquée depuis la fin des vacances de Noël, que ce soit avant, pendant ou après les vacances scolaires de février.

L'activité remontées mécaniques, stricto sensu, connaît une hausse de 14,3% portée à la fois par une hausse de 8,6% du nombre de journées-skieurs (dans un marché national qui, à la date du 5 avril, est en progression de 2,0%) et par une augmentation de 5,7% du revenu moyen par journée-skieur.

La croissance du nombre de journées-skieur concerne la totalité des domaines skiables du Groupe. Ceux-ci ont bénéficié d'un très bon niveau d'enneigement lié à leur situation géographique en haute altitude (le Groupe a ainsi pu réduire sa consommation d'eau pour la production de neige de culture de près de 20% ce semestre) garantissant une pratique du ski de qualité, conjugué à un calendrier des vacances scolaires optimal qui a notamment permis un meilleur lissage de la fréquentation au cours des périodes traditionnellement les plus chargées.

Les domaines ont également bénéficié de leur attractivité constamment renforcée par les investissements du Groupe : cette saison, ceux-ci ont notamment concerné la nouvelle télécabine du Pontillas à Serre Chevalier qui vise à redynamiser la zone de Villeneuve-La Salle avec le projet de résidence Club MMV, ou la phase 1 de la refonte de la chaîne des Glaciers à La Plagne afin de faciliter l'accès à la partie haute du domaine, hiver comme été.

Enfin, les stations ont profité d'une forte mobilisation de l'ensemble des parties prenantes locales pour participer à l'attractivité et à la promotion des domaines de montagne.

### 1.2.2 Parcs de loisirs

Le chiffre d'affaires des Parcs de loisirs du 1<sup>er</sup> semestre 2023/24 s'établit à 167,7 M€ ce qui représente une progression particulièrement dynamique de 11,9% par rapport à la même période de l'exercice précédent. A l'issue des vacances scolaires de Noël 2023-24, l'activité était estimée en hausse de +8%. L'amélioration de la performance depuis les vacances de Noël intègre un léger effet de calendrier : en effet, le week-end de Pâques, qui marque traditionnellement la réouverture de l'ensemble des sites fermés pendant l'hiver, était cette année partiellement positionné au 2<sup>ème</sup> trimestre (samedi et dimanche de Pâques les 30 et 31 mars 2024) alors que lors de l'exercice 2022/23 la réouverture des sites n'avait eu lieu qu'au début du 3<sup>ème</sup> trimestre.

Sur l'ensemble du 1<sup>er</sup> semestre, la performance est à la fois portée par une hausse sensible de la fréquentation (+5,1%) et par une nouvelle progression de la dépense par visiteur qui augmente de +6,1% (entrées + dépenses in-park), notamment pour ce qui concerne les dépenses de restauration. L'activité hôtelière, avec une progression de plus de 30%, participe également à cette bonne dynamique.

Le détail de la performance des Parcs de loisirs au cours du 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2023/24 se décompose comme suit :

- Malgré des conditions météorologiques particulièrement dégradées cette année (tempête Ciaran), la période commerciale d'Halloween 2023 a été quasiment stable par rapport à la saison 2022 qui avait été un record en termes de fréquentation ;
- La période de Noël a été un grand succès avec une fréquentation en hausse de plus de 40% grâce à l'ouverture cette saison d'un plus grand nombre de parcs au grand public ainsi qu'à la progression du nombre de visiteurs dans ceux déjà ouverts l'année précédente ;

- Après près de 4 mois de fermeture pour une refonte complète et un agrandissement, la fréquentation du parc aquatique Aqualibi en Belgique a pleinement profité de sa rénovation depuis sa réouverture en décembre ;
- Enfin, le positionnement plus précoce du week-end de Pâques (30 et 31 mars cette année contre 9 et 10 avril en 2023) a permis à l'ensemble des parcs de commencer la saison plus tôt que l'an dernier.

### 1.2.3 Distribution & Hospitality

Le chiffre d'affaires de la division Distribution & Hospitality pour le 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice 2023/24 s'élève à 96,5 M€, ce qui représente une progression de 2,9% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette performance, conforme aux attentes du Groupe, recouvre des évolutions contrastées.

Pour MMV, le chiffre d'affaires hébergement net de commissions est en croissance à deux chiffres au premier semestre, notamment soutenu par les belles performances des sites ouverts ou rénovés cette année comme la nouvelle résidence club à Risoul ouverte depuis décembre 2023 ou le Village Club à l'Alpe d'Huez rénové cet hiver. MMV a enregistré de très bons taux d'occupation, ceux-ci ayant par exemple atteint environ 97% pendant les vacances de Noël et 95% au cours de celles de février.

Mountain Collection Immobilier, premier réseau d'agences immobilières de montagne, a connu une activité particulièrement dynamique, enregistrant également une croissance à deux chiffres au cours du semestre.

Le réseau a bénéficié cette saison d'une refonte de ses grilles tarifaires et s'est encore renforcé en ouvrant en février une nouvelle agence à Val Thorens, son 30<sup>ème</sup> point de vente.

L'activité de Travelfactory s'est comportée comme prévu, en croissance mesurée (retraitée de l'arrêt de l'offre ferroviaire) du fait, d'une part, du recentrage sur une politique axée sur la marge contributive (et non sur le volume), et, d'autre part, de l'arrêt de l'offre ferroviaire décidée par le transporteur. Des réflexions sont en cours pour la saison prochaine en vue de son rétablissement.

### 1.3 Excédent Brut Opérationnel

L'Excédent Brut Opérationnel (EBO) au 31 mars 2024 s'élève à 276,5 M€. À la même période de l'exercice précédent, il s'élevait à 232,7 M€.

(en millions d'euros)	1er Semestre 2023/2024 Périmètre réel	% du CA 2023/2024 Périmètre réel	1er Semestre 2022/2023 Périmètre réel	% du CA 2022/2023 Périmètre réel	Variation % Périmètre réel
Domaines skiables et activités outdoor	253,9	51,1%	207,8	47,8%	22,2%
Parcs de loisirs	-7,4	-4,4%	-4,5	-3,0%	66,6%
Distribution & Hospitality	36,6	37,9%	30,9	32,9%	18,4%
Holdings et Supports	-6,6	NA	-1,5	NA	350,5%
<b>EXCÉDENT BRUT OPERATIONNEL*</b>	<b>276,5</b>	<b>36,3%</b>	<b>232,7</b>	<b>34,3%</b>	<b>18,8%</b>

L'EBO des Domaines skiables et activités outdoor est en progression de 22,2% et se porte à 253,9 M€. Cette progression est portée principalement par la croissance du chiffre d'affaires.

Retraité des éléments non récurrents impactant favorablement l'EBO des Parcs de loisirs au 1<sup>er</sup> semestre 2023, celui-ci est en léger retrait pour 1,3 M€ au 31 mars 2024. Les résultats de cette *business unit* à date ne sont pas représentatifs de la performance attendue sur l'année : le second semestre représente environ 75% de l'activité annuelle.

L'EBO de la *Business unit* Distribution & Hospitality se porte à 36,6 M€ contre 30,9 M€ à la même période de l'exercice précédent, soit une progression de 18,4%.

L'EBO des Holdings et supports s'élève à -6,6 M€ contre -1,5 M€ au 31 mars 2023.

## 1.4 Investissements industriels

(en millions d'euros)	1er Semestre 2023/2024 Périmètre réel	% du CA 2023/2024 Périmètre réel	1er Semestre 2022/2023 Périmètre réel	% du CA 2022/2023 Périmètre réel	Variation % Périmètre réel
Domaines skiables et activités outdoor	51,3	10,3%	43,3	10,0%	18,5%
Parcs de loisirs	56,9	33,9%	47,1	31,4%	20,9%
Distribution & Hospitality	6,5	6,8%	6,3	6,7%	4,4%
Holdings et Supports	6,6	NA	4,9	NA	34,2%
<b>INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS NETS</b>	<b>121,3</b>	<b>15,9%</b>	<b>101,6</b>	<b>15,0%</b>	<b>19,5%</b>

Le niveau d'investissement est l'un des principaux agrégats de performance suivis par le Groupe, au même titre que le chiffre d'affaires et l'Excédent Brut Opérationnel. Cependant, compte tenu de la saisonnalité de l'activité et des investissements, le ratio Investissements/Chiffre d'affaires doit s'appréhender sur l'ensemble de l'année.

Dans les Domaines skiables et Activités Outdoor, les investissements représentent 51,3 M€ et se composent, essentiellement, de remontées mécaniques, d'appareils d'enneigement et de damage. Par rapport au premier semestre 2022 / 2023, ils sont en hausse de 8 M€.

Dans les Parcs de loisirs, ils s'élèvent à 56,9 M€, en hausse de 9,8 M€ comparé au 1<sup>er</sup> semestre 2022 / 2023 en raison d'un phasage différent. Comme les années précédentes, ils résultent d'un programme volontariste d'investissements permettant d'accueillir davantage de clients et d'offrir des expériences immersives générant un niveau de satisfaction élevé.

Dans la Business Unit Distribution & Hospitality, les investissements nets s'élèvent à 6,5 M€. A la même période sur l'exercice précédent, ils s'élevaient à 6,3 M€. Ils correspondent pour l'essentiel aux travaux et aménagements dans les hôtels et résidences de tourisme.

Dans les Holdings et supports, les investissements se portent à 6,6 M€ et progressent de 1,7 M€ par comparaison avec la même période de l'exercice précédent. Ils correspondent pour l'essentiel aux investissements dans les outils de billetterie, les sites internet, le CRM et les data lakes au service de nos trois business units.

## 1.5 Résultat Opérationnel

(en millions d'euros)	1er Semestre 2023/2024 Périmètre réel	1er Semestre 2022/2023 Périmètre réel	Variation % Périmètre réel
Excédent brut opérationnel	276,5	232,7	18,8%
Dotations aux amortissements et provisions	-88,4	-81,4	8,6%
Autres produits et charges opérationnels	0,0	0,3	-103,2%
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>	<b>188,0</b>	<b>151,6</b>	<b>24,0%</b>

Le résultat opérationnel du premier semestre 2024 s'élève à 188 M€ contre 151,6 M€ au 31 mars 2023. Retraité des éléments non récurrents impactant favorablement l'EBO du groupe au 1<sup>er</sup> semestre de l'exercice précédent pour 1,6 M€, il est en progression de 38 M€.

Les dotations aux amortissements et provisions progressent également de 7 M€, pour atteindre 88,4 M€, en lien avec la politique d'investissement du Groupe.

## 1.6 Résultat Net

Le coût de la dette progresse de 3,1 M€ pour atteindre 14,8 M€ au 31 mars 2024. Cette augmentation s'explique par la hausse des taux d'intérêts ainsi que par la hausse des frais financiers résultant de l'application de la norme IFRS16 pour 0,9 M€.

Le Groupe a comptabilisé une charge d'impôt courante et différée de - 44,3 M€. Le taux d'imposition effectif ressort à 25,8%.

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'élève à + 12,4 M€ contre + 10,6 M€ en mars 2023.

Le Résultat Net Part du Groupe s'élève ainsi à + 127,7 M€ contre de + 107,6 M€ au premier semestre de l'exercice précédent.

## 1.7 Flux financiers

(en millions d'euros)	1er Semestre 2023/2024	1er Semestre 2022/2023
Capacité d'autofinancement des activités poursuivies après coût endettement et impôts	221,9	194,5
Investissements industriels nets (hors BFR immobilisations)	-113,3	-87,7
Variation créances et dettes s/immobilisations	-8,0	-13,8
<b>AUTOFINANCEMENT DISPONIBLE</b>	<b>100,6</b>	<b>92,9</b>
Coût de l'endettement net	9,6	7,4
Charge d'impôt courante et différée	44,3	34,4
Variation du fonds de roulement et divers	110,7	93,1
Impôt versé	-11,7	-19,3
<b>FREE CASH FLOW OPÉRATIONNEL</b>	<b>253,6</b>	<b>208,5</b>
Investissements financiers	-17,4	-52,9
Variation des dettes financières et dettes de loyers	130,4	-7,7
Dividendes (y compris minoritaires des filiales)	-49,5	-46,2
Intérêts financiers bruts versés	-6,9	-7,3
Autres variations	1,2	1,7
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE</b>	<b>311,5</b>	<b>96,1</b>

La capacité d'autofinancement progresse de 27,4 M€ et s'élève à 221,9 M€, contre 194,5 M€ au 31 mars 2023. Les investissements industriels nets se montent à 121,3 M€, y compris variation du BFR immobilisations, dans le cadre de l'enveloppe d'investissements décidée pour l'exercice 2023/2024. En conséquence, l'autofinancement disponible (après charge d'intérêts et d'impôts) passe de 92,9 M€ à 100,6 M€ au 31 mars 2024.

Après prise en compte de la variation du besoin en fonds de roulement, le *free-cash-flow* opérationnel ressort à + 253,6 M€.



Les investissements financiers nets pour -17,4 M€ correspondent pour l'essentiel à l'acquisition des actions restantes du groupe MMV pour -14,4 M€.

Le groupe a souscrit des nouveaux emprunts pour un montant de 244 M€ et remboursé le PGE à hauteur de 65 M€ et d'autres emprunts pour 36,1 M€.

La maison-mère du groupe a procédé courant mars 2024 au versement de dividendes pour un montant de 49,5 M€ contre 46,2 M€ l'exercice précédent.

### **1.8 Evènements postérieurs à la clôture**

Néant.

-----

## II - COMPTES CONSOLIDÉS, RÉSUMÉS ET ANNEXES

### 1. COMPTE DE RESULTAT, BILAN CONSOLIDÉ, TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 MARS 2024

#### COMPTE DE RESULTAT

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/03/2024	31/03/2023
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>4.1</b>	<b>761 137</b>	<b>678 507</b>
Autres produits liés à l'activité		2 973	1 636
Production stockée		-282	-38
Achats consommés		-100 711	-107 164
Services extérieurs		-112 172	-97 036
Impôts, taxes et versements assimilés		-32 231	-28 515
Charges de personnel, intéressement et participation		-210 501	-184 920
Autres charges et produits d'exploitation	<b>4.3</b>	<b>-31 743</b>	<b>-29 727</b>
<b>EXCEDENT BRUT OPERATIONNEL</b>	<b>4.2</b>	<b>276 470</b>	<b>232 743</b>
Dotations aux amortissements et provisions		-88 422	-81 445
Autres produits et charges opérationnels		-10	305
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>188 038</b>	<b>151 604</b>
Coût de l'endettement brut		-18 623	-11 660
Produits de trésorerie & équiv. de trésorerie		3 858	-
<b>COUT DE L'ENDETTEMENT NET</b>	<b>4.4</b>	<b>-14 765</b>	<b>-11 660</b>
Autres produits et charges financiers	<b>4.4</b>	<b>-1 674</b>	<b>2 201</b>
Charge d'impôt	<b>4.5</b>	<b>-44 343</b>	<b>-34 381</b>
Quote-part dans le résultat des sociétés associées	<b>4.6</b>	<b>12 400</b>	<b>10 635</b>
<b>RESULTAT DES ACTIVITES POURSUIVIES</b>		<b>139 656</b>	<b>118 398</b>
Résultat des activités abandonnées		-	-
<b>RESULTAT NET</b>		<b>139 656</b>	<b>118 398</b>
Résultat net - part des participations ne donnant pas le contrôle		-11 916	-10 748
<b>RESULTAT NET PART DES ACTIONNAIRES DE LA MAISON-MERE</b>		<b>127 740</b>	<b>107 649</b>
Résultat net part des actionnaires de la maison-mère, par action		2,53 €	2,13 €
Résultat net part des actionnaires de la maison-mère, dilué par action		2,52 €	2,13 €

## BILAN ACTIF

(en milliers d'euros)

	Notes	31/03/2024	30/09/2023
Ecarts d'acquisition (goodwills)	5.1	266 078	266 078
Immobilisations incorporelles	5.2	139 485	133 921
Immobilisations corporelles	5.3	807 326	770 689
Immobilisations du domaine concédé	5.3	641 634	639 782
Droit d'utilisation de l'actif IFRS16	7	321 509	322 325
Participations dans des entreprises associées	5.4	116 500	108 764
Actifs financiers non courants	5.6	23 249	24 738
Autres actifs non courants	5.6	305	456
Impôts différés actifs	5.11	15 369	14 261
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>2 331 454</b>	<b>2 281 013</b>
Stocks		29 512	27 993
Créances d'exploitation	5.5	114 773	92 120
Autres créances	5.6	26 853	22 229
Impôts courants	5.6	8 528	2 148
Actifs financiers courants	5.6	435	1 721
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.7	401 289	111 467
<b>ACTIFS COURANTS</b>		<b>581 390</b>	<b>257 677</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>2 912 844</b>	<b>2 538 691</b>

## BILAN PASSIF

(en milliers d'euros)

	Notes	31/03/2024	30/09/2023
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital		25 267	25 267
Primes liées au capital		621 265	627 068
Réserves		447 358	362 524
<b>CAPITAUX PROPRES - PART DES ACTIONNAIRES DE LA MAISON MÈRE</b>		<b>1 093 890</b>	<b>1 014 859</b>
Capitaux propres - part des participations ne donnant pas le contrôle		55 325	48 306
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>		<b>1 149 216</b>	<b>1 063 165</b>
Provisions non courantes	5.9	47 459	45 181
Dettes financières non courantes	5.10	514 582	396 273
Dette de loyers - Part à plus d'un an	5.10	311 350	311 170
Impôts différés passifs	5.11	39 345	36 695
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>912 736</b>	<b>789 319</b>
Provisions courantes	5.9	25 187	25 533
Dettes financières courantes	5.10	268 471	277 696
Dette de loyers - Part à moins d'un an	5.10	28 756	26 572
Dettes d'exploitation	5.12	373 489	249 654
Impôts courants		41 316	4 755
Autres dettes	5.12	113 673	101 998
<b>PASSIFS COURANTS</b>		<b>850 893</b>	<b>686 207</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>2 912 844</b>	<b>2 538 691</b>

**ETAT du RESULTAT GLOBAL**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2024	31/03/2023
<b>Profit net de juste valeur, brut d'impôts</b>		
Couvertures de flux de trésorerie	-2 733	406
Différences de conversion	62	122
Incidence des opérations dans les mises en équivalence	-400	783
Effets d'impôts rattachés à ces éléments	705	-89
<b>SOUS-TOTAL : ÉLÉMENTS RECYCLABLES EN RÉSULTAT</b>	<b>-2 365</b>	<b>1 221</b>
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-19	929
Gains (Pertes) actuariels sur avantages au personnel	-1 440	-290
Incidence des opérations dans les mises en équivalence	-81	168
Effets d'impôts rattachés à ces éléments	372	75
<b>SOUS-TOTAL : ÉLÉMENTS NON RECYCLABLES EN RÉSULTAT</b>	<b>-1 168</b>	<b>882</b>
<b>RESULTAT DE LA PÉRIODE</b>	<b>139 656</b>	<b>118 398</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS COMPTABILISÉS DURANT LA PÉRIODE</b>	<b>136 123</b>	<b>120 501</b>
Revenant		
aux actionnaires de la société	124 277	109 803
aux participations ne donnant pas le contrôle	11 846	10 698

**CAPITAUX PROPRES**

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital	Primes liées au capital	Réévaluation des instruments Financiers	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	Capitaux propres part des actionnaires de la société mère	Capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
<b>SITUATION AU 30 SEPTEMBRE 2022</b>	25 222	668 904	-710	-2 546	165 519	114 400	970 788	46 998	1 017 786
Augmentation de capital CDA	45				-45		-		-
Résultat net 2023						90 371	90 371	6 514	96 884
Autres éléments du résultat global 2023			1 724	-35	337		2 026	111	2 137
<b>Résultat global 2023</b>			<b>1 724</b>	<b>-35</b>	<b>337</b>	<b>90 371</b>	<b>92 397</b>	<b>6 625</b>	<b>99 021</b>
Paiements fondés sur des actions					1 062		1 062		1 062
Affectation du résultat de l'exercice précédent					114 400	-114 400	-		-
Distribution de dividendes		-41 836					41 836	-5 360	-47 196
Autres variations					-7 552		-7 552	44	-7 508
<b>SITUATION AU 30 SEPTEMBRE 2023</b>	25 267	627 068	1 014	-2 581	273 721	90 371	1 014 859	48 306	1 063 165
Augmentation de capital CDA							-		-
Résultat net 2024						127 740	127 740	11 916	139 656
Autres éléments du résultat global 2024			-2 047	62	-1 478		-3 463	-70	-3 533
<b>Résultat global 2024</b>			<b>-2 047</b>	<b>62</b>	<b>-1 479</b>	<b>127 740</b>	<b>124 277</b>	<b>11 846</b>	<b>136 123</b>
Paiements fondés sur des actions					555		555		555
Affectation du résultat de l'exercice précédent					90 371	-90 371	-		-
Distribution de dividendes		-5 803			-40 149		-45 952	-4 835	-50 787
Autres variations					151		151	8	159
<b>SITUATION AU 31 MARS 2024</b>	25 267	621 265	-1 033	-2 519	323 170	127 740	1 093 890	55 325	1 149 216

**TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE**

(en milliers d'euros)

	Notes	31/03/2024	31/03/2023
Résultat net part du groupe		127 740	107 649
Intérêts des participations ne donnant pas le contrôle		11 916	10 748
<b>RÉSULTAT NET GLOBAL</b>		<b>139 656</b>	<b>118 398</b>
Dotations et reprises sur amortissements et provisions		90 313	78 107
Plus ou moins values de cession		-2 139	3 978
Quote-part dans le résultat des sociétés associées		-12 400	-10 635
Dividendes reçus des sociétés associées		5 124	3 430
Impact de la juste valeur et du taux effectif		1 399	497
Autres		-18	704
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>		<b>221 935</b>	<b>194 478</b>
Coût de l'endettement net		9 626	7 398
Charge d'impôt (yc impôts différés)		44 343	34 381
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔTS</b>		<b>275 905</b>	<b>236 258</b>
Variation des créances et dettes sur opérations d'exploitation		97 090	78 158
Autres éléments de décalage de trésorerie		13 631	14 948
Impôt versé		-11 661	-19 308
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'EXPLOITATION</b>		<b>374 964</b>	<b>310 056</b>
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	6.1	-125 164	-102 388
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	6.1	3 822	826
<b>INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS NETS</b>		<b>-121 342</b>	<b>-101 562</b>
Acquisitions d'immobilisations financières et divers		-1 546	-652
Cessions d'immobilisations financières		155	1 025
Prêts ou remboursements d'avances financières		-981	295
Variation de périmètre		-567	-53 518
<b>INVESTISSEMENTS FINANCIERS NETS</b>		<b>-2 939</b>	<b>-52 850</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX INVESTISSEMENTS</b>		<b>-124 281</b>	<b>-154 412</b>
<b>DECAISEMENTS SUR ACHATS DE TITRES DE SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES</b>		<b>-14 414</b>	<b>-24</b>
Dividendes versés aux actionnaires de la maison-mère		-45 952	-41 835
Dividendes versés aux minoritaires des filiales		-4 835	-5 263
Dividendes à payer		1 305	916
<b>DIVIDENDES VERSÉS NETS</b>		<b>-49 482</b>	<b>-46 182</b>
Remboursement emprunts		-101 106	-49 197
Nouveaux emprunts		244 202	53 002
<b>VARIATION DES DETTES FINANCIÈRES</b>	6.2	<b>143 096</b>	<b>3 805</b>
<b>VARIATION DES CRÉANCES ET DETTES DIVERSES</b>		<b>-282</b>	<b>857</b>
<b>INTÉRÊTS FINANCIERS BRUTS VERSÉS</b>		<b>-6 854</b>	<b>-7 321</b>
<b>VARIATION DES DETTES DE LOYERS</b>	6.2	<b>-12 716</b>	<b>-11 529</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX FINANCEMENTS</b>		<b>59 347</b>	<b>-60 394</b>
<b>INCIDENCE DES AUTRES MOUVEMENTS</b>		<b>1 493</b>	<b>846</b>
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE DURANT LA PÉRIODE</b>		<b>311 524</b>	<b>96 096</b>
<b>TRÉSORERIE NETTE À L'OUVERTURE</b>		<b>85 253</b>	<b>299 588</b>
<b>TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE</b>	6.3	<b>396 777</b>	<b>395 685</b>

## 2. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

### Identité de la société mère

La société mère du Groupe est la Compagnie des Alpes, société anonyme, dont le siège social est situé 50-52, boulevard Haussmann, 75009 Paris (France).

### Présentation du Groupe

Le groupe Compagnie des Alpes a pour activité principale la gestion d'équipements de loisirs. Il opère principalement dans les métiers de l'exploitation de Domaines skiables, d'activités outdoor et de Parcs de loisirs ainsi que dans le domaine de la Distribution & Hospitality (activités de tour-opérateurs, de distribution et d'hébergement).

Les états financiers consolidés du premier semestre 2023/2024 ont été arrêtés le 21 mai 2024 par le Conseil d'administration, qui en a autorisé la publication. Ils sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

### Faits marquants du semestre

#### **Activité du Groupe**

La Compagnie des Alpes a enregistré au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2023/24 un chiffre d'affaires consolidé de 761,1 M€, ce qui représente une progression significative de 12,2% par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Cette bonne performance est largement imputable à la forte mobilisation des équipes, que celles-ci soient impliquées dans la conception des différentes offres du Groupe, leur préparation, leur promotion ou leur commercialisation ou qu'elles travaillent sur le terrain à l'accueil du public, en montagne comme dans les parcs de loisirs. Cette mobilisation autour de la très grande satisfaction client, clé de voûte de la stratégie du Groupe, s'est traduite ce semestre par une progression des notes de satisfaction des clients dans les trois divisions du Groupe.

#### **Accord en vue d'acquérir le Groupe Urban**

La Compagnie des Alpes a annoncé le 13 mars 2024 avoir signé un accord avec les actionnaires de la société Soccer 5 France SAS, société mère du groupe Urban (UrbanSoccer/UrbanPadel) en vue de l'acquisition de 86,5% du capital du leader des centres de football à 5 et co-leader du padel en France (dont la totalité des titres détenus par l'actionnaire majoritaire la SAS 3J, holding de Jean-Philippe Rey). L'accord est matérialisé par la remise d'une offre ferme aux actionnaires de la société Soccer 5 France SAS contresignée par ces derniers et contenant un accord d'exclusivité allant jusqu'au 30 avril 2024.

Le groupe Urban exploite en propre 33 centres en France et 1 centre au Portugal qui représentent un total de 268 terrains de foot à 5. Il développe également une activité de padel et dispose à ce jour de 49 courts dédiés répartis dans ses centres.

#### **Liquidité**

Conformément à ses engagements, le Groupe a mobilisé le crédit à terme *Term Loan* pour 200 M€ le 11 décembre 2023.

Avec un ratio hors IFRS 16 Dette nette consolidée/EBO consolidé à 1,21, le Groupe conserve un levier satisfaisant au 31 mars 2024.

## 1 - MODALITES DE PREPARATION

### 1.1 Déclaration de conformité

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 mars 2024 ont été préparés conformément à IAS 34, Information financière intermédiaire. Le rapport financier semestriel résumé doit être lu en liaison avec les états financiers annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2023 et prend en compte les normes et interprétations entrées en vigueur au 1er octobre 2023.

### 1.2 Principes et méthodes comptables

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont exposées ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à toutes les périodes présentées.

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes comptables internationales, les comptes consolidés semestriels au 31 mars 2024 du Groupe Compagnie des Alpes ont été établis conformément au référentiel de normes internationales d'information financière (IAS/IFRS) tel qu'en vigueur dans l'Union Européenne à la date du 31 mars 2024 et selon la convention du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs financiers évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS.

Les principes comptables retenus sont identiques à ceux appliqués pour l'exercice 2023, à l'exception des principes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires suivants :

#### Règles particulières retenues pour les arrêtés intermédiaires

Les produits perçus et les charges encourues de façon saisonnière ou cyclique pendant un exercice ne sont ni anticipés ni différés à une date intermédiaire s'il n'est pas approprié de les anticiper ou de les différer à la fin de l'exercice. Les conséquences comptables de cette saisonnalité des opérations selon les activités sont donc principalement les suivantes :

- Impôts :

- comptabilisation au 31 mars, pour les sociétés bénéficiaires à cette date d'une charge d'impôt calculée sur la situation réelle, après prise en compte des déficits reportables existants effectivement récupérables ;
- comptabilisation au 31 mars, pour les sociétés déficitaires par nature à cette date, d'un crédit d'impôt latent dû à la perte du semestre. Cette comptabilisation est effectuée pour toutes les sociétés sous condition que ce crédit soit récupéré dans un horizon à court terme.
- pour le calcul du crédit ou de la charge d'impôt, le taux appliqué correspond au taux d'imposition en vigueur dans les pays où le Groupe est présent (soit pour la France, 25,83% en intégrant la contribution sociale sur les bénéficiaires).

- Frais de personnel

Pour les sociétés d'exploitation, le principe est le rattachement au semestre bénéficiaire de l'exercice des charges d'intéressement et de participation des salariés :

- pour l'activité Domaines skiables et activités outdoor ainsi que pour l'activité Distribution & Hospitality, enregistrement au 31 mars de la charge prévisionnelle annuelle,
- pour l'activité Parcs de loisirs, aucune comptabilisation n'est effectuée au titre de la période arrêtée au 31 mars à l'exception, cependant, des sociétés ayant une activité significative sur toute l'année.

### 1.3 Hypothèses clés et appréciations

L'élaboration des comptes consolidés en application des normes IFRS repose sur des hypothèses et estimations déterminées par la Direction générale pour calculer la valeur des actifs et des passifs à la date de clôture du bilan et celle des produits et charges de l'exercice. Les résultats réels pourraient s'avérer différents de ces estimations.

Les principales sources d'incertitude relatives aux hypothèses-clés et aux appréciations portent sur les écarts d'acquisition (note 5.1), les estimations des valeurs des entreprises associées (note 5.4) ainsi que sur les actifs financiers à la juste valeur (note 5.6).

### 1.4 Changement climatique

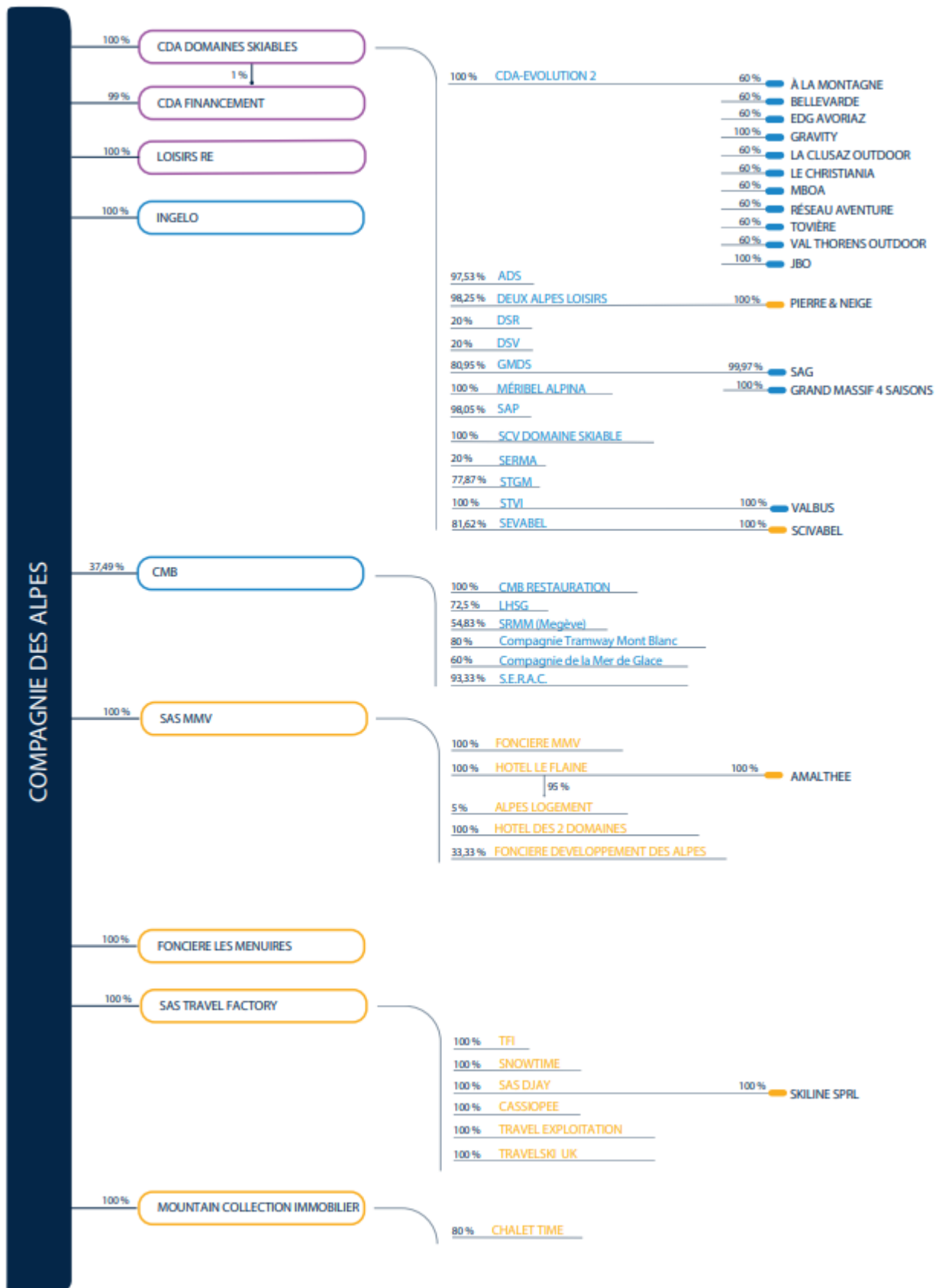
Les incidences éventuelles du changement climatique sont prises en compte via le plan stratégique du Groupe et sa gestion des risques. Lors de la préparation de ces états financiers consolidés, le Groupe a notamment pris en compte ces incidences lors de la revue des durées d'utilité des immobilisations corporelles et la réalisation des tests de dépréciation des goodwill.

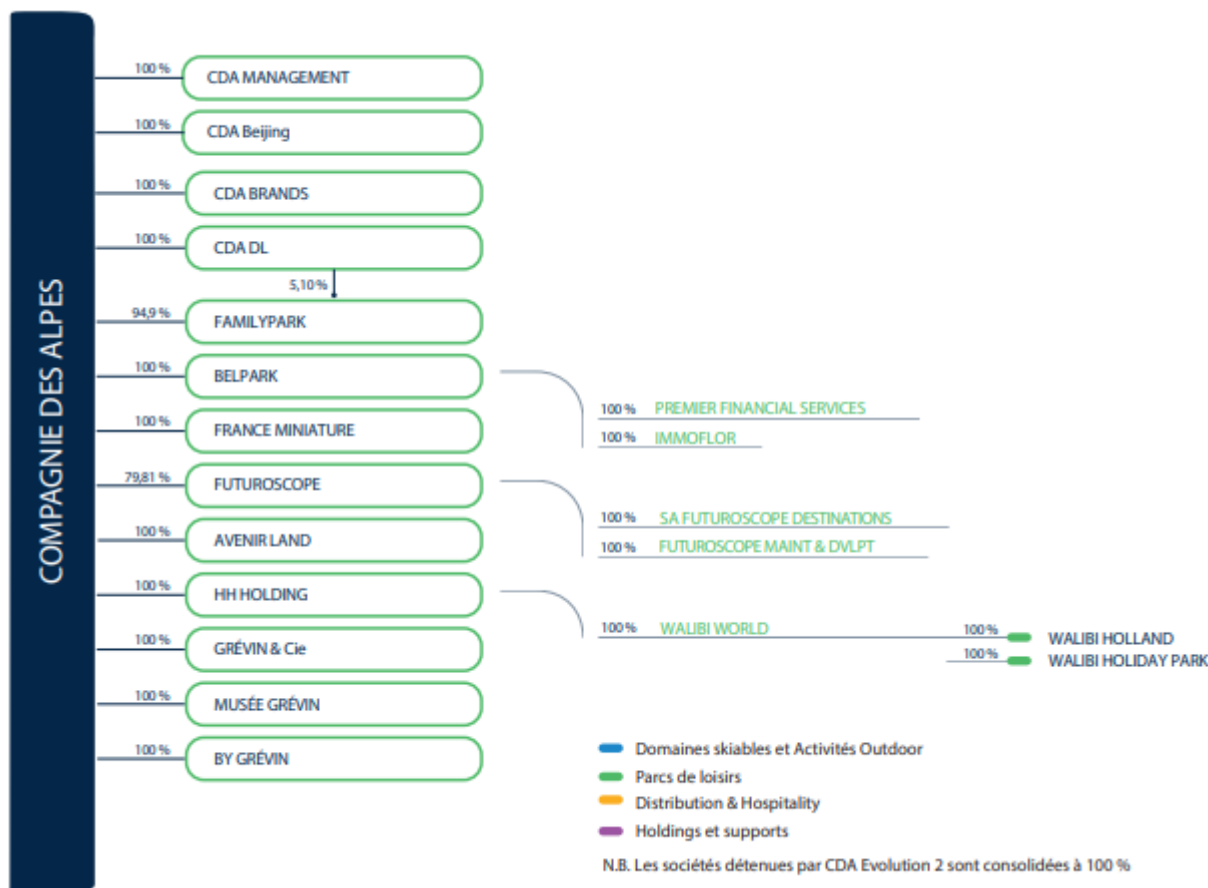
Le Groupe s'est doté dès 2021 d'une trajectoire zéro net carbone pour ses émissions directes (scope 1 et 2) avec pour objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2030, en réduisant au maximum les émissions de CO2 de ses activités à la source à travers plusieurs actions... Les investissements nécessaires à l'atteinte du zéro net carbone sont reflétés dans les plans à moyen terme servant de support à la réalisation des tests de dépréciation.

En outre, le groupe a intégré à ses statuts le 6 mars 2023, une « Raison d'Être » dans laquelle la Compagnie des Alpes prend 10 engagements et cinq renoncements pour atteindre son objectif de neutralité carbone.



## 2 - ORGANIGRAMME DU GROUPE COMPAGNIE DES ALPES





### 3 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le Groupe a procédé, début octobre 2023 à la transmission universelle de patrimoine (TUP) de l'intégralité de ses agences immobilières dont le capital était détenu à 100% dans la société Mountain Collection Immobilier.

Par ailleurs, le Groupe a également procédé à deux autres TUP : la société SC2A dans la société Deux Alpes Loisirs et la société MMV Les Ménuires dans la société SAS MMV.

### 4 - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

L'information synthétique destinée à l'analyse stratégique et à la prise de décision de la présidence et de la direction générale déléguée du Groupe (notion de principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8) est articulée autour des indicateurs suivants déclinés par secteur opérationnel :

- Chiffre d'affaires,
- Excédent Brut Opérationnel (EBO) et taux de marge sur EBO : l'EBO mesure la performance opérationnelle courante des secteurs (chiffre d'affaires – coûts directs, ces derniers incluant les refacturations de prestations opérationnelles des sociétés de support et des holdings et, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2022, les prestations de holdings de CDA SA),
- Investissements industriels nets et taux d'investissements industriels nets (investissements/CA).

#### 4.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires des Domaines skiables est pour l'essentiel constitué des ventes de titres de transport de remontées mécaniques (environ 95 % du chiffre d'affaires du métier).

Le chiffre d'affaires des Parcs de loisirs est constitué, d'une part, des ventes de billets d'entrée (environ 55 % du chiffre d'affaires du métier) et, d'autre part, des activités hôtelières, de restauration, boutiques, services marchands et diverses activités annexes.

Le chiffre d'affaires du secteur Distribution & Hospitality est constitué d'une part, de l'activité hébergement, tours opérateurs, agences immobilières et d'autre part, des activités de restauration, bien-être, loisirs et autres en lien avec l'hébergement.

La performance par zone géographique est présentée en distinguant les activités françaises des activités hors France basées sur la destination du chiffre d'affaires réalisé.

Zone géographique (en milliers d'euros)	Domaines skiables et activités outdoor	Parcs de Loisirs	Distribution & Hospitality	TOTAL
France	496 942	117 335	94 133	708 410
Hors France	0	50 383	2 344	52 727
<b>Total au 31/03/2024</b>	<b>496 942</b>	<b>167 718</b>	<b>96 477</b>	<b>761 137</b>
France	434 811	105 834	91 744	632 389
Hors France	0	44 071	2 047	46 118
<b>Total au 31/03/2023</b>	<b>434 811</b>	<b>149 905</b>	<b>93 791</b>	<b>678 507</b>

#### 4.2 Excédent Brut Opérationnel par secteur d'activité

L'excédent brut opérationnel s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31/03/2024			31/03/2023		
	Chiffre d'affaires	EXCÉDENT BRUT OPÉRATIONNEL	Marge opérationnelle (EBO/CA)	Chiffre d'affaires	EXCÉDENT BRUT OPÉRATIONNEL	Marge opérationnelle (EBO/CA)
Domaines skiables et activités outdoor	496 942	253 907	51,1%	434 811	207 773	47,8%
Parcs de Loisirs	167 718	-7 418	-4,4%	149 905	-4 453	-3,0%
Distribution & Hospitality	96 477	36 568	37,9%	93 791	30 885	32,9%
Holdings & Supports	0	-6 587	NA	0	-1 462	NA
<b>TOTAL</b>	<b>761 137</b>	<b>276 470</b>	<b>36,3%</b>	<b>678 507</b>	<b>232 743</b>	<b>34,3%</b>

Par ailleurs, ces indicateurs sont complétés par le niveau des investissements industriels, par secteur, et leur poids relatif par rapport au chiffre d'affaires.

(en milliers d'euros)	31/03/2024		31/03/2023	
	INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS NETS	Taux d'investissement (Inv/CA)	INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS NETS	Taux d'investissement (Inv/CA)
Domaines skiables et activités outdoor	51 335	10,3%	43 323	10,0%
Parcs de Loisirs	56 866	33,9%	47 055	31,4%
Distribution & Hospitality	6 540	6,8%	6 267	6,7%
Holdings & Supports	6 601	NA	4 917	NA
<b>TOTAL</b>	<b>121 342</b>	<b>15,9%</b>	<b>101 562</b>	<b>15,0%</b>

#### 4.3 Autres charges et produits d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2024	31/03/2023
Indemnisations liées à la crise sanitaire	183	1 626
PV de cession d'actifs	2 144	3
Redevances de DSP, de marques et autres	-34 587	-31 014
Dotations/Reprises sur provisions	-758	-1 558
Autres produits et charges	1 275	1 216
<b>AUTRES CHARGES ET PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>-31 743</b>	<b>-29 727</b>

#### 4.4 Coût de l'endettement, autres produits et charges financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2024	31/03/2023
Charges d'intérêts sur emprunts	-13 484	-7 398
Charges d'intérêts sur dette de loyers	-5 139	-4 262
Produits de trésorerie & équivalent de trésorerie	3 858	0
<b>COÛT DE L'ENDETTEMENT NET</b>	<b>-14 765</b>	<b>-11 660</b>
Pertes sur opérations financières *	-925	-625
Autres résultats financiers	90	88
Résultat de change	72	-160
Effet sur le résultat des titres évalués en JVR **	488	-1 296
Dépréciation des créances financières	-1 399	4 194
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS</b>	<b>-1 674</b>	<b>2 201</b>

\* Quote-parts de pertes de sociétés non consolidées (en transparence fiscale)

\*\* Y compris les provisions pour pertes des filiales

#### 4.5 Charge d'impôt

La charge d'impôt se décompose en :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2024	31/03/2023
Impôt exigible	-41 842	-31 204
Impôt différé	-2 501	-3 178
<b>TOTAL</b>	<b>-44 343</b>	<b>-34 381</b>

Le rapprochement entre le taux normal d'impôt en France et le taux effectif constaté est présenté ci-après (le taux effectif correspond au montant de l'impôt rapporté au résultat net des sociétés intégrées, y compris le résultat des activités abandonnées prises en compte dans l'intégration fiscale, avant l'impôt et avant prise en compte des pertes de valeur sur écarts d'acquisition).

Le rapprochement entre la charge d'impôt et le résultat avant impôt se résume comme suit :

	31/03/2024	31/03/2023
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>	<b>183 996</b>	<b>152 779</b>
Taux d'impôt en vigueur	25,00%	25,00%
Charge d'impôt théorique	45 999	38 195
Effet des :		
Ecart sur les taux d'imposition par rapport au taux théorique	118	122
Charges non déductibles / produits non taxables	85	-2 100
Déficits reportables non activés	205	270
Résultat des entreprises associées comptabilisé net d'impôts	-3 099	-2 659
Ajustement des impôts différés suite à des changements de taux d'imposition	-404	0
Autres	1 439	553
<b>TOTAL CHARGE D'IMPÔT</b>	<b>44 343</b>	<b>34 381</b>

Le Groupe a un historique solide de bénéfices et les impôts différés actif sur reports déficitaires relèvent principalement des pertes liées à la crise sanitaire, non récurrentes. Le délai de recouvrement de ces impôts différés actifs sur reports déficitaires est usuellement de cinq ans. Les projections à cinq ans qui sous-tendent la reconnaissance de ces impôts différés actifs sont alignées sur les hypothèses utilisées pour les tests de valeurs des actifs immobilisés.

#### 4.6 Quote-part dans le résultat des sociétés associées

Sociétés <i>(en millions d'euros)</i>	Pays	Quote part résultat de sociétés associées
<b>31/03/2023</b>		
Groupe Cie du Mont-Blanc	France	4,0
SERMA (Avoiaz)	France	3,8
DSV (Valmorel)	France	1,2
DSR (La Rosière)	France	1,4
Société du Téléphérique de Funiflaine	France	0,2
<b>TOTAL</b>		<b>10,6</b>
<b>31/03/2024</b>		
Groupe Cie du Mont-Blanc	France	5,4
SERMA (Avoiaz)	France	4,5
DSV (Valmorel)	France	0,9
DSR (La Rosière)	France	1,6
Foncière de Développement des Alpes	France	0,0
<b>TOTAL</b>		<b>12,4</b>

## 5 – INFORMATION SUR LE BILAN CONSOLIDE

### 5.1 Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition s'analysent comme suit :

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Pertes de valeur	Valeur nette
<b>Au 30/09/2022</b>	<b>339 799</b>	<b>-117 017</b>	<b>222 782</b>
Variation de périmètre	43 296	0	43 296
Autres variations	0	0	0
<b>Au 30/09/2023</b>	<b>383 095</b>	<b>-117 017</b>	<b>266 078</b>
Variation de périmètre	0	0	0
Autres variations	0	0	0
<b>Au 31/03/2024</b>	<b>383 095</b>	<b>-117 017</b>	<b>266 078</b>

Au 31 mars 2024, les écarts d'acquisition nets se répartissent comme suit, par grands pôles d'activité du Groupe.

(en milliers d'euros)	31/03/2024	30/09/2023
Domaines skiables et Activités Outdoor	136 389	136 389
Parcs de Loisirs	87 030	87 030
Distribution & Hospitality	42 659	42 659
Holdings & Supports	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>266 078</b>	<b>266 078</b>

### 5.2 Immobilisations incorporelles

Par nature, les actifs incorporels se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Au 30/09/2023	Acquisitions	Cessions	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Autres variations	Au 31/03/2024
<b>Valeurs brutes</b>								
Droits d'usage	82 344	0	0			0	0	82 344
Logiciels	56 861	4 161	-1 317			0	7 070	66 775
Site internet	8 622	180	0			0	102	8 904
Fonds commerciaux	12 911	0	-37			598	-960	12 512
Enseignes et marques	78 415	0	0			0	0	78 415
Contrats et relations clients attachés	2 637	0	0			0	0	2 637
Concession échangeur Parc Astérix	6 293	0	0			0	0	6 293
Films et œuvres cinématographiques	13 236	234	-442			0	28	13 056
Autres immobilisations incorporelles	19 128	299	-19			0	941	20 348
Immobilisations incorporelles en cours	9 052	6 128	-16			0	-6 995	8 169
<b>SOUS-TOTAL DES VALEURS BRUTES</b>	<b>289 499</b>	<b>11 002</b>	<b>-1 831</b>			<b>598</b>	<b>186</b>	<b>299 453</b>
<b>Amortissements et dépréciations</b>								
Amort. Droits d'usage	-75 476			-209	0	0	0	-75 685
Amort. /Logiciels	-31 184			-4 478	1 262	0	-122	-34 522
Amort./ Site internet	-8 280			-33	0	0	-12	-8 325
Amort. Fonds commerciaux	-8 638			-71	37	0	0	-8 672
Amort. Contrats et relations clients attachés	-2 636			0	0	0	0	-2 636
Amort. Concession échangeur Parc Astérix	-2 212			-32	0	0	0	-2 244
Amort. Films et œuvres cinématographiques	-9 270			-674	442	0	0	-9 502
Amort. Autres immobilisations incorporelles	-17 882			-636	2	0	133	-18 382
<b>SOUS-TOTAL DES AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS</b>	<b>-155 578</b>			<b>-6 133</b>	<b>1 743</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>	<b>-159 968</b>
<b>VALEURS NETTES</b>	<b>133 921</b>	<b>11 002</b>	<b>-1 831</b>	<b>-6 133</b>	<b>1 743</b>	<b>598</b>	<b>185</b>	<b>139 485</b>

Les investissements du semestre sont principalement composés de dépenses relatives à des sites Internet, des projets digitaux (CRM, déploiement de data lakes) ainsi qu'à des logiciels informatiques.

La colonne « Variations de périmètre » intègre le rachat du fonds de commerce de l'école de ski sous licence Evolution 2 à la Rosière dont l'activité a été intégrée à la société CDA Evolution 2.

La ligne « Enseignes et marques » comprend les marques Grévin, Walibi, Familypark, Snowtime, Evolution 2, ainsi que la marque MMV.

### 5.3 Immobilisations corporelles (en propre et du domaine concédé)

Par nature, les actifs corporels se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Au 30/09/2023	Acquisitions	Subventions	Cessions	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Autres	Au 31/03/2024
<b>Valeurs brutes</b>									
Terrains et aménagements	102 362			-75				1 486	103 773
Travaux de pistes	118 599	18						1 380	119 997
Enneigement artificiel	202 915	194		-44				7 656	210 721
Immeubles, bureaux, commerces, locaux	513 568	581		-611				25 794	539 332
Hotels et Résidences de tourisme	128 256	707		-152				-1 338	127 473
Remontées mécaniques	947 433	628		-820				62 263	1 009 504
Engins de damage	49 776	2 065		-3 239				937	49 539
Attractions	546 795	5 185		-24				8 592	560 548
Matériels et mobiliers	261 359	2 864		-1 247			76	9 696	272 748
Autres immobilisations corporelles	110 256	427	-343	-868				552	110 024
Immobilisations corporelles en cours	203 689	91 149		-948				-114 227	179 663
Avances et acomptes versés sur immobilisations	2 714	2 615						-3 117	2 212
<b>SOUS-TOTAL DES VALEURS BRUTES</b>	<b>3 187 721</b>	<b>106 433</b>	<b>-343</b>	<b>-8 028</b>			<b>76</b>	<b>-326</b>	<b>3 285 533</b>
<b>Amortissements</b>									
Terrains et aménagements	-35 699				-183				-35 882
Travaux de pistes	-56 156				-1 527			-1	-57 684
Enneigement artificiel	-143 673				-2 719	25		1	-146 366
Immeubles, bureaux, commerces, locaux	-308 875				-10 542	1 618		-7	-317 806
Hotels et Résidences de tourisme	-33 008				-3 633	36			-36 605
Remontées mécaniques	-570 738				-20 942	791		2	-590 887
Engins de damage	-39 225				-1 588	1 561		1	-39 251
Attractions	-309 229				-12 812	24		54	-321 963
Matériels et mobiliers	-191 760				-8 817	958		-620	-200 240
Autres immobilisations corporelles	-88 886				-3 894	2 163		729	-89 889
<b>SOUS-TOTAL DES AMORTISSEMENTS</b>	<b>-1 777 250</b>				<b>-66 658</b>	<b>7 176</b>		<b>159</b>	<b>-1 836 573</b>
<b>VALEURS NETTES</b>	<b>1 410 471</b>	<b>106 433</b>	<b>-343</b>	<b>-8 028</b>	<b>-66 658</b>	<b>7 176</b>	<b>76</b>	<b>-167</b>	<b>1 448 960</b>
Valeurs brutes immobilisations en propre	1 677 259	74 900	-305	-5 515			76	55	1 746 470
Amortissements immobilisations en propre	-906 570				-36 840	4 107		159	-939 144
<b>VALEURS NETTES IMMOBILISATIONS EN PROPRE</b>	<b>770 689</b>	<b>74 900</b>	<b>-305</b>	<b>-5 515</b>	<b>-36 840</b>	<b>4 107</b>	<b>76</b>	<b>214</b>	<b>807 326</b>
Valeurs brutes immobilisations domaine concédé	1 510 462	31 533	-38	-2 513				-381	1 539 063
Amortissements immobilisations domaine concédé	-870 680				-29 818	3 069			-897 429
<b>VALEURS NETTES IMMOBILISATIONS DOMAINE CONCEDE</b>	<b>639 782</b>	<b>31 533</b>	<b>-38</b>	<b>-2 513</b>	<b>-29 818</b>	<b>3 069</b>		<b>-381</b>	<b>641 634</b>
<b>VALEURS NETTES</b>	<b>1 410 471</b>	<b>106 433</b>	<b>-343</b>	<b>-8 028</b>	<b>-66 658</b>	<b>7 176</b>	<b>76</b>	<b>-167</b>	<b>1 448 960</b>

Les investissements bruts de la période s'élèvent à 106,1 M€ et s'analysent principalement de la façon suivante :

- pour le secteur Domaines skiables (36,4 M€), il s'agit, d'une part, de la fin des programmes d'investissement préalables à la saison d'hiver 2023/2024 et, d'autre part, des premiers travaux relatifs à la saison 2024/2025. Ils correspondent, pour l'essentiel, aux investissements relatifs à l'aménagement des Domaines skiables (travaux de pistes, remontées mécaniques, neige de culture) ;
- pour le secteur Parcs de loisirs (65,7 M€), ils se répartissent en investissements d'attractivité et en investissements de maintien et divers ;
- pour le secteur Distribution & Hospitality (3,8 M€), ils correspondent pour l'essentiel aux travaux et aménagements dans les hôtels et résidences de tourisme ;

- la colonne « Variations de périmètre » intègre les immobilisations de la société sous licence Evolution 2 à la Rosière dont l'activité a été intégrée dans la société CDA Evolution 2 ;
- enfin, la colonne « Autres » contient essentiellement l'affectation des immobilisations en cours au 31 mars 2024, les mises au rebut et les écarts de conversion.

La ventilation par secteurs d'activité et zones géographique est la suivante :

REGION OU PAYS <i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	Domaines skiables et Activités Outdoor	Parcs de loisirs	Distribution & Hospitality	Holdings & supports	31/03/2024	30/09/2023
FRANCE		704 063	382 780	171 899	36 099	1 294 841	1 260 928
AUTRES (hors France)		0	292 502	1 102	0	293 604	283 464
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES</b>		<b>704 063</b>	<b>675 282</b>	<b>173 001</b>	<b>36 099</b>	<b>1 588 445</b>	<b>1 544 392</b>
Immobilisations incorporelles	5.2	7 164	58 219	40 778	33 324	139 485	133 921
Immobilisations corporelles	5.3	696 899	617 063	132 223	2 775	1 448 960	1 410 471
<b>TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES AU BILAN</b>		<b>704 063</b>	<b>675 282</b>	<b>173 001</b>	<b>36 099</b>	<b>1 588 445</b>	<b>1 544 392</b>

#### 5.4 Participations dans les entreprises associées

Participation dans les entreprises associées (MEQ)

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2024	30/09/2023
<b>VALEUR DES TITRES AU DÉBUT DE LA PÉRIODE</b>	<b>108 764</b>	<b>101 300</b>
Variation de périmètre et divers	-466	519
Résultat de la période	12 400	9 826
Dividendes versés	-4 199	-2 881
<b>VALEUR DES TITRES À LA FIN DE LA PÉRIODE</b>	<b>116 500</b>	<b>108 764</b>
<i>dont:</i>		
Compagnie Du Mont-Blanc	75 482	72 704
Avoriaz	29 666	27 209

#### 5.5 Créances d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2024	30/09/2023
Créances clients :		
<i>Valeur brute</i>	62 150	35 352
<i>Dépréciation pour pertes de crédit avérées</i>	-2 219	-2 332
<i>Dépréciation pour pertes de crédit attendues</i>	-300	-300
<b>VALEUR NETTE :</b>	<b>59 631</b>	<b>32 720</b>
Avances et acomptes	13 708	7 070
Créances sociales et fiscales	32 546	38 872
Autres créances d'exploitation	8 887	13 459
<b>TOTAL</b>	<b>114 773</b>	<b>92 120</b>



## 5.6 Actifs financiers et autres actifs courants et non courants

(en milliers d'euros)	31/03/2024			30/09/2023		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>						
Titres disponibles à la vente						
Titres de sociétés contrôlées non consolidées	1 912		1 912	1 707		1 707
Titres de sociétés non contrôlées évaluées en juste valeur par résultat	1 342		1 342	1 247		1 247
Titres de sociétés non contrôlées évaluées en juste valeur par capitaux propres	3 086		3 086	3 298		3 298
Prêts et créances rattachés à des participations	19 976		19 976	20 044		20 044
Dépôts et cautionnements	3 329		3 329	2 954		2 954
Dérivés sur opérations de financement	0	19	19	661	1 644	2 305
Autres actifs financiers	1 864	416	2 280	1 688	77	1 765
<b>VALEURS BRUTES</b>	<b>31 509</b>	<b>435</b>	<b>31 944</b>	<b>31 599</b>	<b>1 721</b>	<b>33 320</b>
Dépréciations	-8 260		-8 260	-6 861		-6 861
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS</b>	<b>23 249</b>	<b>435</b>	<b>23 684</b>	<b>24 738</b>	<b>1 721</b>	<b>26 459</b>
Autres actifs non courants	305		305	456		456
Subventions d'investissement à recevoir		3 992	3 992		5 071	5 071
Créances sur cessions d'immobilisations corporelles		393	393		421	421
Charges constatées d'avance		17 861	17 861		12 886	12 886
Créances d'impôt		8 528	8 528		2 148	2 148
Autres créances		4 607	4 607		3 851	3 851
<b>AUTRES ACTIFS</b>	<b>305</b>	<b>35 381</b>	<b>35 686</b>	<b>456</b>	<b>24 377</b>	<b>24 833</b>
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS</b>	<b>23 554</b>	<b>35 816</b>	<b>59 370</b>	<b>25 194</b>	<b>26 098</b>	<b>51 292</b>

## 5.7 Trésorerie et équivalent de trésorerie

(en milliers d'euros)	31/03/2024	30/09/2023
OPCVM	220 123	71 003
Comptes à vue	178 775	38 670
Caisse	2 391	1 794
<b>TOTAL</b>	<b>401 289</b>	<b>111 467</b>

## 5.8 Capitaux propres

### Titres d'autocontrôle

En exécution du programme de rachat d'actions propres autorisé par l'Assemblée générale mixte du 14 mars 2024, la CDA détenait au 31 mars 2024, dans le cadre d'un contrat de liquidité :

- 34 034 actions représentant une valeur comptable brute de 676 K€ ;
- un encours de trésorerie de 296 K€ (en principal et intérêts courus).

### Stock-options

- Plans d'actions de performance

Il existe 210 832 actions de performance (représentant 0,4% du capital) non encore définitivement attribuées au 31 mars 2024. Les options et attributions des plans d'actions de performance sont réalisées par émission d'actions nouvelles libérées par incorporation spéciale de réserves.

Les principales caractéristiques des plans de souscription d'options et d'attribution d'actions de performance au 31 mars 2024 sont décrites ci-après :

PLAN D'ATTRIBUTION D' ACTIONS DE PERFORMANCE *	Plan n° 22	Plan n° 23	Plan n° 24	Plan n° 25	Plan n° 26	Total
Date de l'Assemblée	08/03/2018	05/03/2020	25/03/2021	25/03/2021	09/03/2023	
Date de mise en œuvre (décision du Directeur général sur délégation du Conseil d'administration)	25/04/2019	25/06/2020	27/04/2021	23/05/2022	23/05/2023	
Nombre d'actions pouvant être souscrites à l'origine	67 050	74 790	73 535	104 032	122 480	
Dont Conseil d'Administration	0	0	0	0	0	
Nombre de bénéficiaires	165	198	176	189	214	
Nombre d'actions complémentaires pour ajustement suite à l'augmentation de capital		22 821	29 744			
Date de décision d'attributions complémentaires		05/07/2021	05/07/2021			
Date d'acquisition des actions de performance	25/04/2021	25/06/2022	29/04/2023	25/05/2024	26/05/2025	
Actions de performance définitivement acquises	53 350	79 530	89 523	0	0	
Actions de performance radiées ou annulées	13 700	18 081	13 756	6 990	8 690	
Actions de performance restantes	0	0	0	97 042	113 790	210 832

(\*) dont l'octroi est lié à des conditions économiques

En cumul, l'évolution des attributions d'actions de performance se résume comme suit :

Attributions d'actions de performance	31/03/2024	30/09/2023	30/09/2022
<b>Droits attribués en début de période</b>	<b>214 732</b>	<b>199 304</b>	<b>191 657</b>
Droits attribués	0	122 480	104 032
Droits attribués par ajustement	0	0	0
Droits radiés	-3 900	-17 529	-16 855
Actions acquises	0	-89 523	-79 530
Ajustements attributions	0	0	0
<b>Droits attribués en fin de période</b>	<b>210 832</b>	<b>214 732</b>	<b>199 304</b>

La charge comptabilisée en résultat au titre des plans d'option de souscription et d'attribution des actions de performance s'élève à 547 K€ au 31 mars 2024 (dont 91 K€ hors contributions sociales) contre 532 K€ au 31 mars 2023.

- Plan universel d'attribution gratuite d'actions

Il existe 112 710 actions gratuites non encore définitivement attribuées au 31 mars 2024. Les attributions des plans d'actions gratuites sont réalisées par émission d'actions nouvelles libérées par incorporation spéciale de réserves.

Les principales caractéristiques des plans de souscription et d'attribution d'actions gratuites au 31 mars 2024 sont décrites ci-après :

PLAN UNIVERSEL D'ATTRIBUTION GRATUITE D' ACTIONS	Plan n°1	Plan n°1bis	Total
Date de l'Assemblée	09/03/2023	14/03/2024	
Date de mise en œuvre (décision du Directeur général sur délégation du Conseil d'administration)	31/08/2023	14/03/2024	
Nombre d'actions pouvant être souscrites à l'origine	47 760	74 460	
Dont Conseil d'Administration	0	0	
Nombre de bénéficiaires	1 592	2 482	
Date d'acquisition des actions gratuites	01/09/2026	15/03/2027	
Actions gratuites définitivement acquises	0	0	
Actions gratuites radiées ou annulées	9 510	0	
Actions gratuites restantes	38 250	74 460	112 710

En cumul, l'évolution des attributions gratuite d'actions se résume comme suit :

Attributions d'actions gratuites	31/03/2024	30/09/2023
<b>Droits attribués en début de période</b>	<b>47 760</b>	<b>0</b>
Droits attribués	74 460	47 760
Droits radiés	-9 510	0
Actions acquises	0	0
Ajustements attributions	0	0
<b>Droits attribués en fin de période</b>	<b>112 710</b>	<b>47 760</b>

La charge comptabilisée en résultat au titre des plans universels d'attribution gratuite d'actions s'élève à 119 K€ au 31 mars 2024 (dont 20 K€ hors contributions sociales). Aucune charge n'avait été comptabilisée au 31 mars 2023.

#### Plan n°1 bis :

Le Plan n° 1 a été mis en œuvre suite à la décision du Conseil d'administration du 14 mars 2024. Ce Plan porte sur 74 460 actions de performance et concerne 2 482 bénéficiaires.

La juste valeur au 31 mars 2024 des actions gratuites du Plan n°1 bis représente 12,080 €.

Les principaux paramètres retenus pour le calcul du coût du Plan mis en œuvre pendant l'exercice sont :

Taux de distribution	4,00%
Taux de placement sans risque sur actions de performances (durée 2 ans)	2,402%
Taux de turnover personnel permanent	5,00%
Taux de turnover personnel saisonnier avec reconduction automatique des contrats de travail	12,00%
Taux de turnover personnel saisonnier sans reconduction automatique des contrats de travail	0,00%

## 5.9 Provisions à caractère non courant et courant

### Provisions à caractère non courant

Les provisions à caractère non courant sont constituées des éléments suivants :

	Résultat				31/03/2024
	30/09/2023	Dotations	Reprises	Autres	
Retraites	31 447	2 152	-1 132	1 440	33 907
Autres risques non courants	13 734	64	-246	0	13 552
<b>TOTAL</b>	<b>45 181</b>	<b>2 216</b>	<b>-1 378</b>	<b>1 440</b>	<b>47 459</b>

Les provisions pour « Autres risques non courants » couvrent, notamment, des provisions pour remise en état de site (pour 9,6 M€).

- Provisions pour indemnités de départ à la retraite

Le montant des provisions pour retraites représente les engagements du Groupe sur les droits acquis par les salariés, nets des versements effectués à des fonds d'assurance.

Le taux d'actualisation utilisé est de 3,3 % au 31 mars 2024 (contre 4% au 30 septembre 2023).

## Provisions à caractère courant

Les provisions courantes couvrent les risques directement liés à l'exploitation des sites du Groupe. La variation des provisions à caractère courant est constituée des éléments suivants :

	Résultat			Variations de périmètre	31/03/2024
	30/09/2023	Dotations	Reprises		
Provisions pour gros entretien	8 437	1 095	-273	0	9 259
Autres	17 096	3 986	-5 154	0	15 928
<b>TOTAL</b>	<b>25 533</b>	<b>5 081</b>	<b>-5 427</b>	<b>0</b>	<b>25 187</b>

Les provisions pour gros entretien concernent uniquement les Domaines skiables ; elles sont destinées à couvrir les travaux relatifs aux remontées mécaniques en affermage.

Les autres provisions courantes concernent, pour l'essentiel, des litiges en cours pour 7,3 M€, des contrôles sociaux et fiscaux pour 0,8 M€, des provisions pour situation nette négative de sociétés non consolidées (1,2 M€) et des provisions pour risques divers pour 6,6 M€.

## 5.10 Dettes financières

### Décomposition des dettes financières brutes et de la dette nette

(en milliers d'euros)	31/03/2024			30/09/2023		
	Non courantes	Courantes	Total	Non courantes	Courantes	Total
Emprunts obligataires	104 866	155 000	259 866	159 848	100 000	259 848
Emprunts auprès des établissements de crédit	403 126	101 430	504 556	231 169	130 260	361 429
Autres emprunts et dettes assimilées	145		145			
Intérêts courus		6 601	6 601		5 881	5 881
Soldes créditeurs de banques et assimilés		4 512	4 512		26 214	26 214
Participation des salariés	2 380		2 380	2 175		2 175
Divers	4 065	928	4 993	3 081	15 341	18 422
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>514 582</b>	<b>268 471</b>	<b>783 053</b>	<b>396 273</b>	<b>277 696</b>	<b>673 969</b>
Dette de loyers IFRS16	311 350	28 756	340 106	311 170	26 572	337 742
<b>TOTAL</b>	<b>825 932</b>	<b>297 228</b>	<b>1 123 160</b>	<b>707 443</b>	<b>304 268</b>	<b>1 011 711</b>

### Structure de l'endettement

La dette à taux fixe correspond essentiellement aux emprunts ci-dessous :

- Emprunts obligataires souscrits par CDA et CDA Financement (260 M€)
- Emprunts bancaires souscrits par CDA Financement (10 M€)
- Prêt participatif souscrit par CDA Financement (43 M€)
- Emprunts bancaires souscrits par MMV (83 M€)

La dette à taux variable est composée essentiellement du Term Loan de 200 M€, du PGE de 125 M€, des NEU CP tirés pour 40 M€ ainsi que des lignes bancaires court terme.

Les dettes financières se répartissent, par échéance, de la manière suivante :

(en millions d'euros)	TOTAL	- d'un an	de 1 à 2 ans	de 2 à 3 ans	de 3 à 4 ans	de 4 à 5 ans	+ de 5 ans
31/03/2024 (Avec IFRS16)	1 123,2	297,2	100,4	73,7	267,1	67,2	317,6
31/03/2024 (Hors IFRS16)	783,1	268,5	72,8	46,1	240,4	42,1	113,2
30/09/2023 (Avec IFRS16)	1 011,7	304,4	141,7	96,2	63,2	65,6	340,7
30/09/2023 (Hors IFRS16)	674,0	277,7	116,0	70,8	37,7	41,9	129,9

### Dettes obligataires

La dette obligataire de la Compagnie des Alpes d'un montant de 260 M€ se décompose comme suit :

- un emprunt d'un montant de 65 M€ émis sur le marché de l'US PP, en droit français, pour une durée moyenne de 10 ans et une échéance finale à 12 ans ;
- un emprunt d'un montant de 45 M€ émis sur le marché de l'Euro PP pour une durée de huit ans
- un emprunt d'un montant de 50 M€ émis sur le marché de l'US PP, en droit français, pour une durée moyenne de 10 ans et une échéance finale à 12 ans ;
- un emprunt d'un montant de 100 M€ émis en mai 2014 sur le marché de l'Euro PP, d'une maturité de 10 ans. Cet emprunt sera remboursé en mai 2024.

Au 31 mars 2024, la juste valeur des quatre emprunts obligataires se détaille comme suit :

- emprunt obligataire 2014 : 99,8 M€ ;
- emprunt Euro PP 2017 : 43,7 M€ ;
- emprunt US PP 2017 : 47,2 M€ ;
- emprunt US PP 2019 : 63,4 M€.

### Dettes bancaires amortissables

La dette bancaire amortissable d'un montant de 266 M€ se décompose de la façon suivante :

- un Prêt Garanti par l'État (PGE) d'un montant de 200 M€ mobilisé le 29 juin 2020 dont le capital restant dû est égal à 125 M€ au 31 mars 2024 et souscrit auprès des partenaires bancaires historiques du Groupe. Ce PGE a été prorogé en juin 2021 pour une durée de cinq ans ;
- un Prêt participatif relance pour un montant de 42,7 M€ à maturité huit ans, destiné à participer au financement des investissements prévus dans les prochaines années. Ce prêt ne prévoit aucune contrainte quant aux futures distributions de dividendes ou opérations de croissance externe. Après une période de franchise de quatre ans, il sera remboursé de manière linéaire entre la quatrième et la huitième année.
- Des emprunts bancaires souscrits par MMV à taux fixe pour un montant global de 83 M€
- Des emprunts bancaires souscrits par les filiales du Groupe pour un montant global de 16 M€

### Dettes bancaires in fine

La dette bancaire in fine d'un montant de 200 M€ correspond au *Term Loan* souscrit le 16 décembre 2022 avec les principaux partenaires bancaires du Groupe, à maturité 5 ans. Le *Term Loan* a été tiré dans sa globalité le 11 décembre 2023.

## Financement de marché

La Compagnie des Alpes dispose de son programme d'émission de Titres négociables à court terme (*Negotiable European Commercial Paper* – NEU CP), d'un montant maximum de 240 M€, qui pour rappel a été enregistré le 4 février 2019 auprès de la Banque de France.

Ce programme est sécurisé par la ligne de crédit *revolving* d'un montant de 300 M€ (échéance juin 2027), incluant une sous-limite *swingline* de 80 M€.

Le programme est animé par quatre Agents Placeurs (BNP Paribas, CACIB, CIC et Société Générale), et l'Agent domiciliataire est CACEIS Corporate Trust.

Le programme de NEU CP est tiré à hauteur de 40 M€ au 31 mars 2024.

## Dette bancaire revolving

Le Groupe dispose d'un crédit renouvelable d'un montant maximum de 300 M€ à échéance le 22 juin 2029 (Cette ligne de RCF a fait l'objet de deux demandes de prorogation d'une année supplémentaire). Le crédit renouvelable n'est pas tiré au 31 mars 2024.

A noter que deux indicateurs de performance RSE sont intégrés dans cette ligne RCF. Pour rappel, dans l'objectif de renforcer la liquidité du programme de NEU CP, une sous-limite de *swingline* de 80 M€ est incluse.

## Instruments de couverture

Le Groupe a négocié des contrats de couverture de taux (adossés à la dette) au regard de ses engagements à taux variable. Au 31 mars 2024, les couvertures mises en place se montent à 175 M€.

Les instruments de couverture utilisés sont des instruments de couvertures optionnels efficaces.

31/03/2024 (en millions d'euros)	Actifs Financiers (a)		Passifs Financiers (b)		Exposition de la dette nette avant couverture (c) = (b) - (a)		Instruments de couverture de taux (d)		Exposition de la dette nette après couverture (e) = (c) + (d)	
	Taux Fixe	Taux variable	Taux Fixe	Taux variable	Taux Fixe	Taux variable	Taux Fixe	Taux variable	Taux Fixe	Taux variable
Moins d'un an	401,3		173,8	94,6	-227,4	94,6				
De 1 an à 2 ans			22,6	50,1	22,6	50,1				
De 2 ans à 3 ans			21,1	25,1	21,1	25,1				
De 3 ans à 4 ans			40,4	200,1	40,4	200,1		175	186,8	195,0
De 4 ans à 5 ans			42,0	0,1	42,0	0,1				
Plus de 5 ans			113,2	0,1	113,2	0,1				
<b>TOTAL</b>	<b>401,3</b>		<b>413,1</b>	<b>370,0</b>	<b>11,8</b>	<b>370,0</b>		<b>175</b>	<b>186,8</b>	<b>195,0</b>

## Liquidité

Le groupe Compagnie des Alpes anticipe ses besoins de financement : lors de l'établissement de ses plans pluriannuels, la Direction financière veille à disposer à tout moment de ressources financières suffisantes pour financer l'activité courante, les investissements et faire face à tout événement exceptionnel.

À moyen terme, le groupe Compagnie des Alpes bénéficie d'un endettement diversifié décrit précédemment, basé sur un volant de financements bancaires et désintermédiés (prêts d'un pool bancaire, prêts bilatéraux bancaires, prêts obligataires, crédit renouvelable) dont les échéances sont lissées dans le temps.

À court terme, le Groupe peut se financer par le recours à des lignes de découvert bancaires qui ne sont pas soumises à des covenants, par un programme de NEU CP (*Negotiable European Commercial Paper*) plafonné à 240 M€ et ou par la ligne de RCF.

Au 31 mars 2024, le Groupe supporte un endettement financier net hors IFRS 16 de 381,8 M€.

Au 31 mars 2024 le Groupe dispose d'un volant significatif de financements confirmés non tirés :

- au titre de financements moyen et long terme, 260 M€ sont mobilisables à tout instant ;
- par ailleurs, le montant de la trésorerie et équivalents de trésorerie est de 401,3 M€.

### Informations sur les clauses d'exigibilité

- **Covenants bancaires**

Les emprunts obligataires et bancaires souscrits en 2017 et 2019, le crédit renouvelable de 300 M€, le Term Loan de 200 M€ conclu en 2022 ainsi que le Prêt Participatif sont soumis à un covenant commun. Il correspond au ratio financier « Dette nette consolidée/EBO consolidé » actualisé deux fois par an, au 31 mars et au 30 septembre, qui doit être inférieur à 3,5.

Au 31 mars 2024, ce ratio est respecté :

	Covenant	Ratio au 31/03/2024
Dette nette consolidée /EBO consolidé*	< 3,50	1,21

\* Données présentées Hors IFRS16

- **Autres clauses d'exigibilité**

Les autres clauses d'exigibilité concernent pour l'essentiel :

- la détention directe ou indirecte de la Compagnie des Alpes par la Caisse des Dépôts et Consignations (qui doit être a minima égale à 33,34 % du capital et des droits de vote de la CDA) ;
- la détention de CDA Financement par la Compagnie des Alpes qui doit rester supérieure ou égale à 99,9 % ;
- toute prise de participation par une ou plusieurs personnes agissant de concert, autres que la Caisse des Dépôts et Consignations, qui viendraient à acquérir au moins 33,34 % du capital et des droits de vote de la Compagnie des Alpes.

### Informations sur les taux d'intérêt

Le tableau ci-après indique les taux d'intérêts après prise en compte des couvertures de taux.

(en millions d'euros)	31/03/2024		30/09/2023	
	Montant	Taux	Montant	Taux
Dette à taux fixe	581,6	3,83%	557,8	3,04%
Dette financière à taux variable	195,0	5,41%	95,6	4,74%
Participation et divers	6,5		20,6	
<b>TOTAL HORS IFRS16</b>	<b>783,1</b>	<b>4,20%</b>	<b>674,0</b>	<b>3,44%</b>
Dette de loyers IFRS16	340,1		337,7	
<b>TOTAL AVEC IFRS16</b>	<b>1 123,2</b>		<b>1 011,7</b>	

### 5.11 Impôts différés

	31/03/2024	30/09/2023
Total des actifs d'impôts différés au bilan	15 369	14 261
Total des passifs d'impôts différés au bilan	-39 345	-36 695
<b>SOLDE NET DES ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔTS DIFFERES</b>	<b>-23 976</b>	<b>-22 434</b>

	31/03/2024	30/09/2023
Reports déficitaires	11 884	15 521
Engagements de retraite et assimilés	8 438	7 797
Participation des salariés	1 568	2 047
Provisions réglementées (amortissements dérogatoires)	-20 982	-20 651
Provisions non déductibles	777	769
Ecart d'évaluations / Immobilisations corporelles et incorporelles	-34 400	-34 772
Contrats de location	3 647	3 163
Risques fiscaux	-1 285	-1 285
Instruments financiers	120	-594
Différences fiscales ou comptables	4 561	4 239
Autres	1 693	1 332
<b>SOLDE NET DES ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔTS DIFFERES</b>	<b>-23 979</b>	<b>-22 434</b>

Le Groupe a un historique solide de bénéfices et les impôts différés actif sur reports déficitaires relèvent principalement des pertes liées à la crise sanitaire, non récurrentes. Le délai de recouvrement de ces impôts différés actifs sur reports déficitaires est usuellement de 5 ans. Les projections à cinq ans qui sous-tendent la reconnaissance de ces impôts différés actifs sont alignées sur les hypothèses utilisées pour les tests de valeurs des actifs immobilisés.

### 5.12 Dettes d'exploitation et autres dettes

(en milliers d'euros)	31/03/2024	30/09/2023
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	152 139	111 659
Dettes fiscales et sociales	133 664	95 122
Autres dettes d'exploitation	87 686	42 873
<b>SOUS-TOTAL "DETTES D'EXPLOITATION"</b>	<b>373 489</b>	<b>249 654</b>
Dettes sur immobilisations	40 656	49 797
Autres dettes diverses	6 342	4 338
Produits constatés d'avance	66 674	47 863
<b>SOUS-TOTAL "AUTRES DETTES"</b>	<b>113 673</b>	<b>101 998</b>
<b>TOTAL</b>	<b>487 162</b>	<b>351 652</b>

### 5.13 Instruments financiers par catégorie, juste valeur et effets en résultat

La norme IFRS 9 applicable à partir de 2018 définit 3 catégories d'instruments financiers :

- les actifs ou passifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ;
- les actifs ou passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat net ;
- les prêts et créances évalués au coût amorti.



Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan sont ventilés selon les niveaux de juste valeur suivants :

- le niveau 1 qui comprend les évaluations basées sur un prix coté sur un marché actif ; en règle générale, la valeur de marché correspond au dernier cours coté ;
- le niveau 2 qui comprend les évaluations basées sur des données observables sur le marché, non incluses dans le niveau 1 ;
- le niveau 3 qui comprend les évaluations basées sur des données non observables sur le marché ; en règle générale, la valorisation des titres de sociétés non contrôlées est basée sur la quote-part de situation nette.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture au 31 mars 2024 (derniers états disponibles) et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

Il n'a été procédé à aucun transfert d'instrument financier entre le niveau 1 et le niveau 2 ni à aucun transfert vers ou en dehors du niveau 3 au 31 mars 2024.

Actifs financiers et autres actifs <i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	Valeur au bilan					Coût amorti <sup>(1)</sup>	Juste valeur des actifs financiers au coût amorti	Niveau de Juste valeur des actifs financiers à la juste		
		Juste valeur par résultat net <sup>(1)</sup>	Juste valeur des intruments de couverture <sup>(1)</sup>	Instruments de capitaux propres - Juste valeur par autres éléments du résultat global <sup>(1)</sup>	Instruments de dettes - Juste valeur par autres éléments du résultat global <sup>(1)</sup>	Instruments de capitaux propres - évalués selon leur norme de référence <sup>(1)</sup>			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Autres actifs non courants	5.6						305	(2)			
Créances clients	5.5						59 631	(2)			
Créances sociales et fiscales	5.5						32 546	(2)			
Autres créances d'exploitation <sup>(a)</sup>							22 596	(2)			
Créances d'impôt							8 528	(2)			
Autres créances							26 853	(2)			
Prêts et créances rattachées à des participations							12 132	(2)			
Dépôts et cautionnements							3 329	(2)			
Autres actifs financiers							1 864	(2)			
Trésorerie et équivalent de trésorerie							401 289	(2)			
<b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS COMPTABILISES AU COUT AMORTI</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>569 072</b>				
Titres de sociétés non contrôlées	5.6			3 086							3 086
Dérivés sur opérations de financements			19						19		
<b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES</b>		<b>0</b>	<b>19</b>	<b>3 086</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>19</b>	<b>0</b>	<b>3 086</b>
Titres de sociétés non contrôlées	5.6	1 342								1 342	0
Titres de sociétés contrôlées non consolidées	5.6	1 912								0	1 912
<b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR RESULTAT</b>		<b>3 254</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 342</b>	<b>1 912</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS</b>		<b>3 254</b>	<b>19</b>	<b>3 086</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>569 072</b>	<b>0</b>	<b>19</b>	<b>1 342</b>	<b>4 998</b>

(1) Les actifs financiers sont présentés conformément aux dispositions de la norme IFRS 9 "instruments financiers" en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2018 ou selon leur norme de référence

(2) Le Groupe n'indique pas la juste valeur des actifs financiers tels que les créances d'exploitation, les créances d'impôt, les autres créances ou la trésorerie et les équivalents de trésorerie, car leur valeur nette comptable, après dépréciation, est une approximation raisonnable de la juste valeur

(a) Intègre les "autres créances d'exploitation" et les "avances et acomptes" référencés précédemment dans la note 5.5

Passifs financiers et autres passifs (en milliers d'euros)	Notes	Valeur au bilan		Juste valeur des passifs financiers au coût amorti	Niveau de Juste valeur des passifs financiers à la juste valeur		
		Dérivés de couverture <sup>(1)</sup>	Autres passifs financiers		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Autres passifs non courants			0	(1)			
Dettes fournisseurs exploitation	5.12		152 139	(1)			
Dettes fournisseurs d'immobilisation	5.12		40 656	(1)			
Dettes fiscales et sociales	5.12		133 664	(1)			
Dettes d'impôts			41 316	(1)			
Autres dettes d'exploitation	5.12		87 686	(1)			
Autres dettes diverses	5.12		6 342	(1)			
Comptes de régularisation	5.12		66 674	(1)			
Emprunts obligataires	5.10		259 866	(1)			
Emprunts auprès des établissements de crédit	5.10		504 556	(1)			
Autres dettes financières et assimilées			4 644	(1)			
Participation des salariés	5.10		2 380	(1)			
Soldes créditeurs de banque	5.10		4 515	(1)			
Intérêts courus	5.10		6 601				
<b>TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS COMPTABILISES AU COUT AMORTI</b>		<b>0</b>	<b>1 311 039</b>				
Dérivés sur opérations de financements		491			491		
<b>TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES</b>		<b>491</b>	<b>0</b>		<b>491</b>		
Dérivés sur opérations de financements							
<b>TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR RESULTAT</b>		<b>0</b>	<b>0</b>				
<b>TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS</b>		<b>491</b>	<b>1 311 039</b>		<b>491</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

(1) Le Groupe n'indique pas le juste valeur des passifs financiers tels que les dettes d'exploitations et les autres dettes, les emprunts auprès des établissements de crédit et les autres dettes financières, car leur valeur comptable est une approximation raisonnable de la juste valeur.

## 6 - INFORMATIONS SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

### 6.1 Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles

(en milliers d'euros)	Notes	31/03/2024	31/03/2023
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	5.2	-11 002	-8 784
Acquisitions d'immobilisations corporelles (net de subvention)	5.3	-106 090	-79 296
<b>ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES</b>		<b>-117 092</b>	<b>-88 080</b>
Variations dettes sur immobilisations		-8 072	-14 308
<b>ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES DANS LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE</b>		<b>-125 164</b>	<b>-102 388</b>
Prix de vente des immobilisations incorporelles		1 100	0
Prix de vente des immobilisations corporelles		2 694	348
Prix de vente des immobilisations destinées à être cédées		0	0
Variations des créances sur cessions d'immobilisations		28	478
<b>CESSIONS D'IMMOBILISATIONS DANS LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE</b>		<b>3 822</b>	<b>826</b>

Le détail des investissements de l'exercice est commenté dans les notes 5.2 et 5.3.

## 6.2 Variation des dettes financières

(en milliers d'euros)	30/09/2023	Flux de trésorerie	Variation "non cash"				Juste Valeur	31/03/2024
			Acquisitions / Réévaluations	Diminutions	Effet de change	Autres		
Emprunts long terme	391 017	196 895				-80 127	207	507 992
Emprunts court terme	251 444	-53 963			0	66 447		263 928
Participation des salariés et divers	5 288	164			-26	699		6 124
Actifs en couverture d'emprunts à long terme	0						491	491
<b>DETTES FINANCIÈRES (hors soldes créditeurs de banque et dettes locatives)</b>	<b>647 749</b>	<b>143 096</b>	<b>0</b>		<b>-26</b>	<b>-12 981</b>	<b>698</b>	<b>778 535</b>
Soldes créditeurs de banque et assimilés	26 220	-19 935		-298	0	-1 469		4 518
Dettes liées aux contrats de location	337 742	-12 716	15 321	0	-240	0		340 106
<b>DETTES FINANCIÈRES DANS LE BILAN CONSOLIDÉ</b>	<b>1 011 711</b>	<b>110 445</b>	<b>15 321</b>	<b>-298</b>	<b>-267</b>	<b>-14 450</b>	<b>698</b>	<b>1 123 160</b>

La diminution des dettes financières en colonne Autres pour 14,4 M€ correspond essentiellement au rachat des intérêts minoritaires du Groupe MMV, indiqué en décaissements sur achats de titres de sociétés consolidées dans le tableau des flux de trésorerie consolidé.

## 6.3 Trésorerie nette

(en milliers d'euros)	31/03/2024	31/03/2023
<b>TRÉSORERIE À L'ACTIF DU BILAN</b>	<b>401 289</b>	<b>409 528</b>
Soldes créditeurs de banques et assimilés	-4 512	-13 843
<b>TRÉSORERIE NETTE DANS LE TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE</b>	<b>396 777</b>	<b>395 685</b>

## 7 - APPLICATION DE LA NORME IFRS 16 – Contrats de location

Cette note présente les effets de l'application de la norme IFRS 16 Contrats de location sur les états financiers consolidés du Groupe.

### Impact de la norme IFRS 16 sur les états financiers

La valeur comptable des droits d'utilisation et de la dette de loyers ainsi que les mouvements constatés sur la période se décomposent comme suit :

Droits d'utilisation (en milliers d'euros)	Terrains et aménagements	Constructions	Installations techniques / matériel	Autres immobilisations	Droits d'utilisation	Dette de loyers
<b>AU 30 SEPTEMBRE 2023</b>	<b>105 985</b>	<b>195 152</b>	<b>6 686</b>	<b>14 502</b>	<b>322 325</b>	<b>337 742</b>
Nouveaux actifs			8 328		8 328	8 200
Réévaluations	4 033	6 381		-2 980	7 434	7 121
Variation de périmètre						
Sorties d'actifs						
Dotations aux amortissements et dépréciations	-2 715	-11 992	-604	-1 030	-16 341	
Paiements de loyers*						-12 716
Ecart de conversion		-167			-167	-240
Divers	-1	-3	-6	-59	-69	
<b>AU 31 MARS 2024</b>	<b>107 302</b>	<b>189 370</b>	<b>14 404</b>	<b>10 433</b>	<b>321 509</b>	<b>340 106</b>

\* variation des dettes de loyer dans le tableau des flux de trésorerie

Par nature, les droits d'utilisation de l'actif IFRS 16 se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Au 30/09/2023	Nouveaux Actifs	Révaluations	Sorties d'Actifs	Dotations	Variation de périmètre	Ecart de conversion	Autres	Au 31/03/2024
<b>Droits d'utilisation de l'actif</b>									
Terrains et aménagements	120 615		4 033						124 648
Travaux de pistes	1 576								1 576
Immeubles, bureaux, commerces et locaux	68 023		1 054				-260	-152	68 665
Hôtels et résidences de tourisme	166 443		5 327						171 770
Remontées mécaniques	9 486							-139	9 347
Enneigement artificiel	1 079								1 079
Engins de damage et matériels roulants	540	8 328							8 868
Attractions	158								158
Autres immobilisations	16 688		-3 572					-91	13 025
<b>SOUS-TOTAL DROIT D'UTILISATION</b>	<b>384 608</b>	<b>8 328</b>	<b>6 842</b>				<b>-260</b>	<b>-382</b>	<b>399 136</b>
<b>Amortissements droits d'utilisation</b>									
Terrains et aménagements	-15 827		592		-2 667			-1	-17 903
Travaux de pistes	-379				-48				-427
Immeubles, bureaux, commerces et locaux	-38 201				-11 420		92	149	-49 380
Hôtels et résidences de tourisme	-1 113				-572				-1 685
Remontées mécaniques	-3 470				-461			133	-3 798
Enneigement artificiel	-538				-68				-606
Engins de damage et matériels roulants	-459				-557				-1 016
Attractions	-110				-16				-126
Autres immobilisations	-2 186				-534			32	-2 688
<b>SOUS-TOTAL DES AMORTISSEMENTS</b>	<b>-62 283</b>		<b>592</b>		<b>-16 341</b>		<b>92</b>	<b>313</b>	<b>-77 627</b>
<b>VALEURS NETTES</b>	<b>322 325</b>	<b>8 328</b>	<b>7 434</b>		<b>-16 341</b>		<b>-167</b>	<b>-69</b>	<b>321 509</b>

Les impacts sur le compte de résultat consolidé s'analysent comme suit :

- Sur le compte de résultat du groupe

(en milliers d'euros)	31/03/2024			31/03/2023		
	Publié	Impact IFRS16	Sans IFRS16	Publié	Impact IFRS16	Sans IFRS16
Excédent brut opérationnel	276 470	19 023	257 447	232 743	16 736	216 007
Résultat opérationnel	188 038	2 682	185 356	151 604	2 204	149 400
Résultat financier	-18 623	-5 177	-13 446	-11 660	-4 262	-7 398

- Sur l'excédent brut opérationnel des métiers :

(en milliers d'euros)	31/03/2024			31/03/2023		
	EBO publié	Impact IFRS16	EBO sans IFRS16	EBO publié retraité	Impact IFRS16	EBO sans IFRS16
Domaines skiables et activités outdoor	253 907	3 664	250 243	207 773	3 205	204 568
Parcs de Loisirs	-7 418	5 570	-12 988	-4 453	4 533	-8 986
Distribution & Hospitality	36 568	8 954	27 614	30 885	8 205	22 680
Holdings & Supports	-6 587	835	-7 422	-1 462	793	-2 255
<b>TOTAL</b>	<b>276 470</b>	<b>19 023</b>	<b>257 447</b>	<b>232 743</b>	<b>16 736</b>	<b>216 007</b>

Les montants comptabilisés en compte de résultat sur l'année au titre des contrats de location et des contrats de concessions sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Au 31/03/2024	Au 31/03/2023
Loyers des contrats de courte durée ou portant sur des actifs de faible valeur	-7 864	-8 349
Redevances variables des contrats de concession	-11 358	-9 685
Amortissements et dépréciations des droits d'utilisation	-16 341	-14 522
Intérêts sur dette de loyers	-5 139	-4 262
<b>TOTAL</b>	<b>-40 702</b>	<b>-36 819</b>

Les loyers variables correspondent principalement aux redevances versées par certaines sociétés de remontées mécaniques, filiales du groupe.

## 8 - ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Les engagements du Groupe en matière de loyers représentent 7 M€. Ils représentent les contrats considérés comme de faible valeur ou d'une durée inférieure à un an non retraités en application de la norme IFRS 16 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	TOTAL
Loyers	4 728	1 644	597	6 969

Les loyers variables, non repris dans les engagements ci-dessus, correspondent principalement aux redevances versées par certaines sociétés de remontées mécaniques et représentent, sur une année normative, environ 1% du chiffre d'affaires total du groupe. Le groupe n'anticipe pas de variation significative de ce montant.

Les principaux engagements hors bilan du Groupe sont les suivants :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2024	30/09/2023
Avals et cautions	2 106	2 312
Garanties de passif données	8 436	8 636
Promesses d'achats consenties	0	59
Hypothèques	3 555	3 658
Autres	118 335	120 358
<b>ENGAGEMENTS DONNÉS</b>	<b>132 432</b>	<b>135 023</b>
Garanties de passif reçues	7 644	7 644
Cautions reçues	8 133	12 780
Lignes de crédit reçues non utilisées	260 000	500 000
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>	<b>275 777</b>	<b>520 424</b>

- Les avals et cautions donnés correspondent pour l'essentiel à la caution donnée par le site du Futuroscope dans le cadre d'un contrat de prestations de services pour un montant de 2 M€.
- Au 31 mars 2024, les garanties de passif données se décomposent comme suit :
  - deux garanties maison mère à première demande ont été données à la Ville de Paris pour la société Jardin d'Acclimatation, pour un montant total de 8,4 M€, une garantie d'un montant de 7,4 M€ relative à la redevance d'exploitation due jusqu'en 2041, et une garantie d'un montant de 1 M€, relative à l'exécution du programme contractuel d'investissement jusqu'en 2024.

- L'immeuble sis Lieu-Dit Pelinche fait l'objet d'une hypothèque de rang 2 en pleine propriété à hauteur de 3,6 M€, sur l'emprunt obtenu par la société Cassiopée.
- Les autres garanties données sont les suivantes :
  - Les engagements donnés par le groupe MMV sur leurs différents emprunts totalisent un montant de 66,6 M€ et des garanties de loyer pour 7 M€ au 31/03/2024,
  - dans le cadre de la mise en place de sociétés foncières pour dynamiser la rénovation du parc immobilier des stations, les sociétés de remontées mécaniques garantissent aux investisseurs un niveau de loyer durant la période de rénovation, puis de remise sur le marché. Ces engagements s'élèvent à environ 2,7 M€,
  - les lignes de financement octroyées par CDA Financement aux sociétés non consolidées SAP Invest, SAP Location, les Arcs Tours, Serre Chevalier Bail, Deux Alpes Bail et Ingelo Montage non utilisées au 31 mars 2024 s'élèvent à 3,4 M€,
  - dans le cadre du nouveau bail du parc du Futuroscope, une lettre d'intention a été signée garantissant 25% du montant de l'engagement de travaux relatifs aux installations et immeubles du parc actuel, estimé à 100 M€, soit un montant forfaitaire maximum égal à 25 M€. Une seconde lettre d'intention a été également signée garantissant deux années de loyers du parc actuel pour un montant de 6,2 M€,
  - en décembre 2017, dans le cadre de la Délégation de Service Public entre la société SCV Domaine Skiable et le SIGED, la CDA a octroyé une garantie de paiement à première demande afférente à la redevance. Cette garantie porte sur un montant de 600 K€,
  - une garantie bancaire et une garantie maison mère à première demande de 750 KCHF, ont été données pour le site de By Grevin,
  - dans le cadre de son activité d'agences de voyages, CDA SA et CDA Financement ont octroyé une garantie Tour opérateur pour le compte de Travelfactory et ses filiales pour un montant de 4,7 M€,
  - une garantie donnée par CDA SA en faveur de la société AXA pour le compte de sa filiale de réassurance Loisirs RE pour 1 M€.
- Au 31 mars 2024, les engagements reçus s'analysent pour l'essentiel comme suit :
  - des garanties de passif reçues lors de l'acquisition du groupe MMV et des sociétés opérant sous licence Evolution 2 pour des montants respectifs de 5 M€ et 2,6 M€,
  - des cautions reçues provenant essentiellement :
    - des garanties données à ADS pour 2,2 M€ et de Futuroscope 4,1 M€ sur des opérations foncières,
    - de cautions reçues de fournisseurs pour 1,1 M€ dans le cadre de travaux au Parc Astérix,
    - d'une caution reçue sur des garanties de prestations touristiques pour Futuroscope Destination pour un montant de 0,6 M€,
  - des financements bancaires non utilisés à la clôture de l'exercice au 31/03/2024, pour un montant de 260 M€ (Ligne de RCF de 300 M€ non tirée diminuée de l'encours de NEU CP pour 40 M€).

Par ailleurs au titre des différents contrats souscrits au sein du groupe Compagnie des Alpes, les filiales peuvent être amenées à prendre des accords sur des enveloppes d'investissements. Ces derniers sont variables et révisables notamment en durée, en montant, et en nature, en fonction des contrats et des opportunités de mise en œuvre. Compte tenu de certains contrats de baux souscrits par les Parcs de loisirs, ces accords d'enveloppes d'investissements peuvent concerner l'ensemble des filiales du groupe.

## 9 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Néant.

### III – ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Compagnie des Alpes  
50-52 boulevard Hausmann 75009 Paris

#### Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2024

Période du 1<sup>er</sup> octobre 2023 au 31 mars 2024

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Compagnie des Alpes, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> octobre 2023 au 31 mars 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

## Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## Vérification spécifique


Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les Commissaires aux comptes

### Mazars

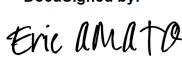
Paris La Défense, le 21 mai 2024

DocuSigned by:  
  
7EBF07ADD9F245F...


Virginie Chauvin  
Associée

### KPMG SA

Paris La Défense, le 21 mai 2024

DocuSigned by:  
  
B5D654604C9C4CA...

Eric Amato  
Associé

DocuSigned by:  
  
4D1555459D7E4C2...

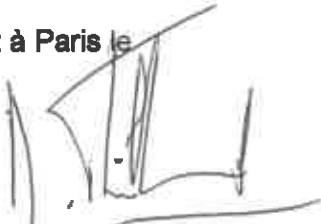
Boris Tellier  
Associé



## IV- ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris le



**Dominique Thillaud**

Directeur général